

BULLETIN DE L'INSTITUT

L'ETUDE DE L'EUROPE SUD-ORIENTALE

Heeringa: Commerce hollandais en Levant. — Nélidov: Souvenirs. — Arbore: Bulgares de la Dobrogea. — Antipa: La pêche en Roumanie. — Constantinescu: Forteresse de Giurgiu. — Popescu: Fête de Sainte Catherine. — Cardaş: Matériaux zootechniques dans la Nouvelle Dobrogea. — Lupas: Contributions à l'histoire des Roumains de Transylvanie. — Documents: notes byzantines dans les Mémoires de la marquise de Créquy.

Dr. K. Heeringa, *Bronnen tot de geschiedenis van den levantschen Handel* (dans les „Rijks Geschiedkundige Publicatien uitgegeven in opdracht van Z. Exc. den Minister van binnenlandsche Zaken“), I-II, La Haye, 1910.

M. Heeringa vient de donner une des collections de documents les plus utiles pour la connaissance du commerce du Levant au XVI-e siècle, en publiant les actes les plus importants qui se conservent aux Archives de la Haye et ailleurs sur ce sujet.

L'introduction donne une revue des ouvrages antérieurs, à partir de celui de Canneman (*Dissertatio de Batavorum mercatura levantica*), paru en 1839. On avait essayé en vain d'un concours de manuscrits, qui n'amena que la rédaction d'une histoire administrative de la Compagnie néerlandaise du Levant. M. Heeringa croit aussi que, dans l'état actuel des matériaux, il faut se borner à un recueil de documents, dûment classés, annotés et interprétés.

Comme les relations plus anciennes regardent les provinces du Sud, il ne commencera qu'avec l'époque de Cornélius Haga peu avant 1600. Cependant, dans cette introduction même, il mentionne aussi des faits peu connus appartenant à un passé plus lointain. On a d'abord un fait vers l'année 1570. Un pauvre prétendant moldave dont nous nous occuperons dans la suite, Étienne Bogdan, devenu sandschak de Brousse, assurait, au mois de janvier 1613, le représentant des Provinces Unies à Constantinople que Mohammed Sokoli, — qu'il désigne d'une manière très intelligible — aurait déjà écrit au prince d'Orange, pour lui deman-

dait, eu égard à la puissance maritime néerlandaise, une alliance contre le roi d'Espagne¹. Mentionnons ensuite l'offre d'un secours turc, qui, d'après les Mémoires de Baudart, aurait été faite au prince d'Orange en 1582 contre ces ennemis, les Espagnols (p. xviii du volume I). Mais l'année qui ouvrit le commerce des Néerlandais en Levant est pour M. Heeringa 1590, lorsque la famine dans l'Europe méridionale réclama l'envoi de grains du Nord (cf. p. 27 et suiv.).

Cette introduction donne aussi une liste des voyageurs hollandais en Levant (cf. aussi p. 153), qui commence avec Georges Dousa (van der Does), et une bibliographie critique des écrits concernant les relations avec ces régions.

La première partie de ce grand recueil comprend des documents sur les rapports avec les États chrétiens du bassin de la Mer Méditerranée. Mais certains renseignements concernant le Levant musulman et grec s'y trouvent néanmoins mêlés : action du pirate Antoine Colouri, qui emploie aussi des gens de Naxos (p. 41), liste des vaisseaux hollandais arrivés à Venise en 1615-1616, après des voyages faits à Tunis, à Alexandrie, en Chypre et en Crète, à Constantinople, à Zante (pp. 61-62 ; cf. p. 67 : à Céphalonie aussi). Les États-Généraux avaient des agents officiels, vers 1620, — on le verra dans la suite — à Corfou, à Zante, à Céphalonie, à Patras, en Crète (p. 66 note 1, p. 73 note 2).

Vers cette époque les renseignements s'accroissent : ils concernent pour la plupart des actes de piraterie. A signaler aussi la proposition faite en 1639 par les Espagnols à Venise de s'unir pour „chasser les Français d'Italie et les Turcs de Constantinople et de Terre Sainte“ (p. 84). En 1645, le consul de Hollande à Venise craignait que la conquête de l'île de Crète par les Turcs pourrait rendre presque impossible le commerce des chrétiens dans le bassin oriental de la Méditerranée ; la flotte ottomane serait en état d'infester sans cesse l'Italie. Et le consul proposait la formation d'une flotte de résistance et d'attaque de toutes les Puissances chrétiennes, à laquelle le roi d'Espagne contribuerait avec 20 vaisseaux et 10 galères, celui de Portugal et celui de Suède avec 15 vaisseaux pour chacun, l'Angleterre avec 45, la Hollande avec 15, le roi de Danemarck et la Hanse, ensemble, avec 20, le

¹ I, p. 292.

Pape, réuni au Grand-Duc de Toscane, au Grand-Maître des Hospitaliers et à la République de Gênes, avec 40 galères, — Venise elle-même devant donner 50 vaisseaux et 86 galères. Le Sultan ne dispose encore que de peu de vaisseaux et du contingent des Barbaresques, auquel s'ajoute quelque vaisseau anglais séquestré: c'est le temps de frapper le coup et de délivrer la Méditerranée de „la race infâme“ („van de snode race“). La flotte commune serait commandée par Gaston d'Orléans, qui n'en pouvait mais (pp. 85-87).

A cette époque, tel négociant hollandais établi à Livourne avait des relations avec la Barbarie et la Syrie aussi (pp. 89-90); mention d'Acre et du „consul pour le roy [et] pour la nation françoise aux parties de Syde [= Sidon] et ses dépendances“ et d'un autre „en Sirye, Chipres et Caramanie“, en 1622 (p. 95); Il y avait déjà en 1628, lorsque les Arméniens formaient une vraie colonie à Amsterdam, un „consul pour la nation flamanque (*sic*: fiamenga) en cedit royaume de Chipre“ (la France entretenait un chancelier) (p. 96). On faisait même le commerce du „baume de Moscou“, des cuirs de Russie, du *juchten*, et du caviar (p. 106 et suiv.).

Ce n'est qu'en 1612 que les relations avec la Turquie sous le drapeau des Provinces Unies commencent (p. 183 et suiv.). Mais M. Heeringa rappelle en plus (voy. plus haut) la captivité du marchand Jean Adrien Cant à Constantinople en 1598. Cette même année, des marchands de Hollande naviguaient vers les eaux de la Mer Rouge (pp. 166-167). Déjà sous le drapeau français ces marchands fréquentaient tous les ports du Levant, au grand désappointement de leurs rivaux d'Angleterre (pp. 164-166); en 1598 ils obtenaient même un „octroy“ formel de la part du Sultan (p. 165): couverts par le drapeau du „Padichah“ des „Francs“, ils pouvaient entrer dans les ports de „Constantinople, de Chios, d'Alexandrie, d'Alep“ et autres ports soumis à son autorité impériale; ils pouvaient avoir aussi leurs consuls, étant assimilés en tout aux Français, sans constituer cependant une nation différente (fin de Ramazan an de l'Hégire 1006 = avril 1598). En 1595 l'ambassadeur anglais Édouard Barton était intervenu pour „la liberté des Flamands“, mais les siens l'avaient déconseillé de persévérer (pp. 162-164); il avait invoqué un privilège du Sultan Sélim, qui imposait le pavillon anglais à tous

les marchands qui trafiqueraient en Levant, sauf les Français et les Vénitiens (p. 163).

Un peu plus tard, en 1599, un Hollandais mourait à Alexandrie, où le vaisseau *la Salamandre* arrivait en 1609 (pp. 55, 176-7). Il y avait à cette époque un orfèvre hollandais à Constantinople (p. 158). En 1604 des esclaves turcs étaient délivrés à l'Écluse (Sluis) (pp. 155, 170, note 4), et on rédigeait une lettre au Sultan, avec la mention de la longue guerre portée contre ses ennemis (pp. 170-171).

En 1607 cependant les Hollandais étaient arrêtés en Turquie comme auxiliaires de la croisade entreprise par le Grand-Duc de Toscane — le Capoudan avait capturé le gros vaisseau „Lion Rouge de Malte“, de fabrication hollandaise, portant 60 canons (p. 175) —, et les États Généraux portaient plainte là-dessus au Sultan, le 3 janvier 1608 (pp. 173-174); ils expliquaient qu'un vaisseau construit en Hollande n'est pas pour cela un vaisseau hollandais. En 1609 le droit de protection, avec ses revenus, était partagé entre Anglais et Français (pp. 174-5).

En 1610 un intérêt politique amena la Porte à s'adresser, par le Capoudan Khalil, aux États Généraux: il s'agissait d'une coalition avec la Hollande — sans compter le Maroc — contre l'ancien ennemi commun, l'Espagne (pp. 155, 157, 180-181). Mais les relations permanentes et vraiment utiles ne furent établies qu'après 1611, par cet „homme extraordinaire“ qui fut Cornélius Haga (biographie, p. 157 et suiv.).

Ayant connu déjà en 1602 le monde politique de Constantinople, entre autres l'ambassadeur anglais Thomas Glover et le grand chef religieux de l'hellénisme contemporain, Cyrille Loukaris, il recevait une mission qu'il était bien capable de remplir (p. 157).

Il faut encore mentionner parmi ses connaissances ce Bogdan, prétendant au trône de Moldavie, qui se faisait appeler „Étienne Bogdan, despote“: il écrivait, le 14 juillet 1610, au prince Maurice dans le but de l'assurer que le Capoudan, son patron, a donné des ordres à Alger pour le bon accueil des vaisseaux néerlandais et qu'il désire l'envoi d'un ambassadeur auprès du Sultan (pp. 178-179); protégé aussi par Glover, il proposait de faire passer les lettres du Gouvernement des Pays-Bas au Sultan par son propre moyen ou par celui de l'ambassadeur d'Angleterre. En 1610

déjà, un marchand de Péra, Jacques Ghisbrecht, qui avait aussi ses relations avec le Capoudan, prenait soin, du reste, des intérêts de ses compatriotes (p. 179 et suiv.). Il annonçait triomphalement, le 24 août, que les Néerlandais peuvent trafiquer „sous la bannière des Provinces Unies“ (p. 180)¹. Il dénonçait, en outre, l'action de „don Stephanus Bugdanus“, qui n'a jamais pensé aux négociants hollandais pendant les quatre ou cinq ans qu'il a passés à Constantinople et auprès de l'ambassadeur Glover, comme peu sérieuse et sincère (pp. 182-183): ce client de l'Angleterre aurait-il provoqué le Capoudan à une démarche aussi désavantageuse aux marchands anglais (pp. 183-184)?

La 24 décembre, on discutait s'il convient d'envoyer à Constantinople „un ambassadeur ou un agent“ et d'y établir un consulat pour cet envoyé, le docteur Haga. Mais ce ne fut qu'en juillet 1611 qu'on décida son expédition, et on bornait sa mission à procurer la délivrance des captifs néerlandais se trouvant entre les mains des Barbaresques (p. 186, note ²). Ce n'est qu'en seconde ligne qu'il devait négocier pour obtenir aux siens la permission de naviguer en Levant sous leur propre bannière, „comme les Français, les Anglais et les Vénitiens“ (*ibid.*). Il ne devait se faire accompagner que par quatre personnes. Son voyage allait être entrepris avec la plus grande discrétion, „in alle stillicheyt“, évitant tout empêchement et tout esclandre (p. 186). Conseillé par les quelques marchands de la nation qui se trouvent à cette heure dans la Capitale du Sultan, il devait se gagner la grâce du Vizir, du Capoudan et d'autres ministres turcs et obtenir une audience pour présenter ses lettres de créance. Il devait parler à „l'empereur“ ottoman de l'importance commerciale des Néerlandais et de leurs bonnes dispositions envers son Empire pour finir avec l'affaire des captifs et celle du commerce futur sous la bannière nationale. On pensait à faire au Sultan des cadeaux en valeur de mille couronnes (voy. aussi p. 182 note 2).

Haga arriva à Constantinople par mer ³, le 17 mars de l'année

¹ Des Anglais et des Flamands se trouvaient en 1610 sur les vaisseaux offerts au Sultan par ses officiers d'Alger et de Tunis (pp. 181-182).

² Un Italien, Paul Antoine Bon, prétendait avoir devancé Ghisbrecht lui-même dans les efforts de gagner aux Hollandais la faveur de Khalil (p. 196 et suiv.). Le dignitaire turc confirmait en 1612 ses assertions.

³ On croyait qu'il prendra le chemin de Pologne. mais on craignait les empêchements du prince de Moldavie, furieux contre les Anglais qui soutenaient Étienne Bogdan et qui aurait pu croire que Haga appartient à cette nation (p. 198).

1612 (cf. aussi p. 186, p. 206 et suiv., 219). Aussitôt les représentants des Puissances privilégiées, France, Angleterre, Venise, s'agitèrent pour défendre leurs intérêts (pp. 188-189). Ils répandirent le bruit que ces Néerlandais sont des gens sans gouvernement, des pirates, des espions servant le roi d'Espagne lui-même, des envahisseurs, qui ont des visées sur les Indes, ou bien que l'acceptation de cet ambassadeur rouvrira la guerre d'Espagne.

L'envoyé n'avait plus trouvé à son poste le Capoudan Khalil¹, remplacé récemment par un favori (cf. p. 191, p. 202 et suiv.). Les quelques marchands hollandais, frères de l'orfèvre Ghisbrecht, s'étaient, de leur côté, empressés de le représenter comme un simple courrier (p. 192; cf. p. 197, 201, etc.), en attendant un „grand ambassadeur“ qui sera Ghisbrecht lui-même et ils refusèrent de l'accompagner à l'audience du Vizir, auquel, ainsi qu'à l'ancien amiral Khalil, des lettres avaient été dirigées par le Gouvernement hollandais, en mai (p. 194; cf. p. 193 note 3). Au cours de ce mois encore, l'ambassadeur allait être reçu par le Sultan lui-même, auquel il présenta „soixante-dix vêtements de soie, quatre grands vases d'ivoire, quatre verres de cristal de roche travaillés finement, quelques draps de qualité supérieure et autres gentillesse“ (pp. 194-195), et Khalil s'empressa de demander aux États-Généraux la restitution des 3.000 ducats donnés par lui pour gagner à Haga, dénué de moyens pécuniaires,—il lui avait offert l'usage de ses chevaux—, l'appui des facteurs qui décidaient à la Porte (pp. 204, 209 note 3); il affirmait que le Sultan avait demandé qu'on n'envoyât pas d'autre ambassadeur (p. 205).

Entrons, puisque les documents ne manquent pas, dans quelques détails.

Au début, toutes les circonstances s'annonçaient favorables. Pindar, le nouvel ambassadeur anglais, avait mis à la disposition de ce collègue sa maison et ses chevaux (p. 208). Cyrille Loukaris, Patriarche d'Alexandrie, un ancien ami, s'était aussi présenté (pp. 210, 216). Le Caïmacam, qui remplaçait le Grand-Vizir Nassouf, occupé à guerroyer en Perse, annonça le 23 à ce nouvel hôte que son arrivée correspond à un événement heureux : le Vizir venait de conclure la paix. Étienne Bogdan avait déjà renié, mais il se trouvait encore à Constantinople, bien que déjà nommé

¹ Il avait écrit de nouveau aux États-Généraux à la fin de l'année (p. 193, note 3).

comme sandschakà Brousse—on observe à cette occasion qu'il s'était jadis présenté à la Haye aussi (en 1591) —; parmi les compliments qui furent faits à l'ambassadeur se trouvaient aussi ceux de ce personnage aventureux (pp. 215, 216); il continua à avertir Haga des intrigues qui se tramaient contre lui à la Porte (p. 217)¹.

Le Sultan désirait avoir une armure de fabrication hollandaise; Khalil promettait de visiter, aussitôt qu'il redeviendra amiral, les galères une à une pour découvrir les captifs néerlandais, et le Bostandschi-Bachi lui-même envoyait son émissaire à cet ambassadeur si bien accueilli d'une nouvelle et riche Puissance amie (pp. 220-221). Le santan Mohammed, visité par le Sultan lui même, était favorable (p. 231). L'ancien ambassadeur d'Angleterre, Glover, rivalisait avec son successeur Pindar pour témoigner à Haga une amitié dévouée, et l'envoyé de Transylvanie rappelait la religion commune (pp. 221, 229). Mais le Caïmacam fit son possible pour ajourner l'audience au Sultan, dont il a été question plus haut (pp. 224-5): on disait que les ambassadeurs des Puissances privilégiées offraient 20.000 sequins pour anéantir les efforts de l'intrus; les Juifs de Constantinople prétendaient même que le bailli de Venise avait menacé de son départ; l'Internonce se serait rallié aux ennemis de la République, et les Jésuites de la Maison de France auraient collaboré (pp. 229-231). Enfin parmi les ennemis de la nouvelle mission se trouvait ce Gaspar Gratiani, ancien „serviteur du conseiller Casael (Kassel)“, à Gratz, qui s'occupait à Constantinople du négoce d'esclaves²: il était employé par le bailli et l'ambassadeur de France. On cherchait à exploiter la situation gênée de Haga pour lui extorquer de l'argent; heureusement pour lui, il n'en avait guère³. Il savait, du reste, „qu'on ne peut négocier avec les Turcs par d'autres moyens que les présents“ (p. 232).

Ce n'est qu'après de larges retards et des doutes douloureux que l'audience eut lieu, le 1-er mai, l'ambassadeur — auquel on avait reconnu ce caractère — étant accompagné par l'Aga des spahis, un tschaouch-bachi et cent tschaouchs. Quelques Hollandais de passage, des „bons amis“ de différentes nations, se trou-

¹ Cf. Hurmuzaki, *Documente*, X, p. xciv.—Mention concernant le prince de Valachie Radu Șerban, p. 220.

² P. 230 Il demanda, du reste, un emploi auprès de Haga lui-même (p. 231). Cf. p. 232. Ses excuses, p. 246.

³ Nouvelles et captifs de Moldavie le 16 avril 1616; p. 225.

vaient dans sa suite. Le cheval emprunté par le fidèle ami de la République, Khalil, était des meilleurs et orné avec recherche. Deux drogmans se trouvaient dans la compagnie. Le peuple était accouru voir le spectacle inattendu d'un ambassadeur chrétien de caractère encore inconnu.

Le discours latin de l'ambassadeur (p. 240 et suiv.) expose les succès gagnés, la conclusion d'une paix qui reconnaissait aux États leurs possessions actuelles et insiste spécialement sur le domaine de la République dans les Indes. Haga n'oublie pas la délivrance des captifs musulmans à Sluis et il fait savoir que les États Généraux ont refusé d'entrer en relations avec l'envoyé du Chah, ennemi du Sultan. L'ambassadeur croit avoir joui lui seul de la distinction d'être reconduit par deux pages impériaux, deux péiks, d'un côté et de l'autre de son cheval (p. 244). L'envoyé d'Angleterre le fait féliciter par son secrétaire au gué de Top-haneh. Le Sultan aurait emporté les présents à Scutari pour les faire voir à la Valideh (p. 245). Haga obtint la faveur de pouvoir conférer un spahilik, une terre de fief militaire à son bon plaisir (p. 247). Peu de jours après, le Sultan était salué par les canons d'un vaisseau hollandais (*ibid.*).

Il fallut pourtant un nouveau combat, contre les mollahs gagnés par ses adversaires, pour arriver aux „capitulations“ en faveur des Hollandais (p. 247 et suiv.). Ils disaient que le passage par Gibraltar des vaisseaux montre que les Hollandais sont des rebelles réconciliés au roi d'Espagne et, de plus, que le prétendu ambassadeur ne représente que les gens d'Amsterdam. Le Prince Maurice ne serait pas „plus grand qu'un Pacha“. Khalil lui-même paraissait être, cette fois, impressionné (p. 248). Enfin le 1-er juin on ordonnait aux Barbaresques de garder la paix avec les citoyens de la République, et Haga accompagnait l'ordre de ses propres missives (pp. 251-252). On avait obtenu, „étant aussi lointains que les Anglais“, le paiement de seulement 3 % à la douane impériale (pp. 252-253); on exceptait les marchandises dont l'exportation est tout récemment défendue pour les Français, et autant seulement qu'elle le sera pour cette nation. L'original turc de l'acte définitif lui fut remis — sans avoir dépensé que des promesses vagues — le 6 juillet suivant (indications bibliographiques le concernant, p. 255 note 1).

Mais on répandait en France qu'il s'agissait aussi d'une convention militaire pour faciliter aux Turcs „la conquête de l'Italie, et spécialement jusqu'à Rome“ (p. 256 note 1)¹; le bailli Valier croyait même pouvoir assurer que Haga a fait suivre aux dignitaires ottomans sur la carte les voies les plus commodes pour l'invasion, et à savoir par Civitavecchia, avec le concours de 200 vaisseaux hollandais. Des bruits semblables circulaient aussi en Allemagne (pp. 275, 280-282).

Haga, qui pensait à s'en retourner il en fut dissuadé par les Turcs eux-mêmes, qui objectaient que le prestige de ses mandataires en souffrirait — resta encore très longtemps à Constantinople. Il croyait, en 1612 encore, sa situation si bien consolidée, qu'il se prenait de querelle avec son collègue vénitien pour le droit de préséance, qu'il réclamait à l'encontre de ce dernier (p. 258). Pour récompenser ses patrons il demandait des tapisseries de Delft, des porcelaines, des vases de cristal de roche, des draps fins, des lustres de cuivre jaune, des harnais, etc. (pp. 260 261; cf. la liste publiée sur les pages 267 et suiv.²). Comme le Sultan avait été enchanté de voir dans les lettres présentées à l'audience son nom écrit en lettres d'argent, il faudrait conserver ce détail dans la lettre de remerciements qu'il est en droit d'attendre. Dès le mois d'août, des ordres avaient été envoyés pour la délivrance des „Flamands“ captifs en Barbarie (p. 277 et suiv.).

On continuait cependant à intriguer contre l'ambassadeur et contre la politique hollandaise en Levant. En 1612 déjà, un „évêque grec“ — ancien candidat au trône du Patriarche de Constantinople, — qui était allé recueillir des aumônes en Angle-

¹ Le bailli rapportait que Haga a pris de l'argent à prêt, des Juifs de Constantinople, que les nouvelles capitulations fixent les droits de douane à 5%; p. 256 et suiv.

² Parmi les cadeaux il y avait des atlas des globes, des médailles, des livres p. 271 note 8) les portraits des personnages ayant joué des rôles dans la vie politique de l'Occident. des compas et des instruments d'agrimensure Lesdits livres (Melanchthon, Tertullien, S Cyrille, Clément d'Alexandrie, S. Isidore, S. Épiphanie S. Hilaire, S. Grégoire de Nazianze, la Bible grecque) étaient destinés, sans doute, à Cyrille Loukaris. Les cartes devaient servir à Khalil (p. 271-272). Cyrille s'adressait, le 9 septembre 1613, „de Valachie“, aux États-Generaux, et il entretenait aussi une correspondance avec tel des théologiens hollandais (pp. 275-276 et p. 276 note 1). Il demeurait dans le voisinage immédiat de l'ambassadeur (p. 286).

terre, dénonçait au Caïmacam et à Khalil que „certains chefs des Grecs de cette place“, dit Pindar, qui est aussi notre informateur, — „dont il a donné les noms“ —, „ainsi que l'évêque de Morée et quelques caloïers de Chio, ont écrit au comte Maurice que, s'il consent à envoyer une flotte en Morée, ils lui en donneront la possession“: Maurice aurait même offert „quatre cents“ voiles dans ce but (pp. 263, 285-86¹). Le nom de l'agent de Moldavie, Diamanti, ancien maître d'hôtel du Patriarche écuménique, se trouvait sur la liste (p. 286). Mais Khalil, qui reçut pour sa peine et ses dépenses 5.000 thalers de Hollande, sut empêcher tout esclandre (p. 266). Néanmoins il paraissait lui-même prêter foi à tel Juif qui lui révélait que Haga a l'intention de s'enfuir une bonne nuit pour revenir avec des vaisseaux des Pays-Bas, comme chef de corsaires (p. 280).

Et la lutte continua. L'arrivée du Grand-Vizir Nassouf, en septembre, fournit un nouveau prétexte. Ce haut dignitaire fit semblant de craindre que l'„amitié“ avec les Pays-Bas pourrait avoir la même conséquence que celle avec l'Angleterre: à savoir l'apparition de corsaires appartenant aux nouveaux amis chrétiens. Il paraissait vouloir reprendre l'acte des capitulations pour y introduire des modifications à son gré (p. 283 et suiv.²). Khalil et surtout le moufti s'opposèrent à tout changement pendant les discussions qui s'ensuivirent (p. 288 et suiv.); l'ancien Capoudan observait ironiquement que le Vizir est à peine revenu des camps et qu'il doit faire d'abord son éducation comme diplomate (p. 290). Les retard des lettres du gouvernement des Provinces-Unies servait aussi à alimenter les intrigues (p. 293 et note 1).

Les présents n'arrivèrent qu'au mois d'avril 1613, mais déjà Nassouf avait changé ses dispositions, sans que cependant les captifs néerlandais retenus sur différents point de l'Empire, mais surtout en Barbarie, eussent été délivrés; le Vizir proposait même l'établissement d'un consul à Tunis (p. 295), alors que, après le refus opposé à la demande de Jacques Ghisbrecht, Cornélius de Pauw remplissait les fonctions de consul à Alep³.

¹ On conseillait au Sultan de chasser les Grecs en Arabie (p. 286)!

² Haga craignait aussi à cause des ressentiments provoqués par les entreprises des pirates anglais dans les eaux du Yémen contre des marchands d'Ormouz (pp. 288-290).

³ En ce qui concerne les captifs, Haga prétendait que ceux qui avaient

Les présents furent déposés devant le Sultan, qui attendait dans un kiosque à Scutari d'Asie, pendant une seconde audience, le 29 mai 1613 (p. 298 et suiv.), au cours de laquelle Haga demanda, dans son discours italien, la délivrance des captifs appartenant à sa nation ; on avait discuté la question s'il ne faut pas introduire d'abord l'envoyé du prince vassal de Transylvanie (p. 299).

Mais les Turcs voulaient de l'argent: le Grand-Vizir, qui extorquait où il pouvait, se procurant, à ce moment même, de nouveaux revenus par l'interdiction passagère de préparer et de conserver du vin (pp. 303-304)¹, demandait ouvertement pour son compte 2.000 ducats (p. 302). Sauf Khalil, que Haga qualifie d'homme unique dans sa Turquie, les autres dignitaires avaient protesté sans réserve contre la modicité des présents envoyés par les États (p. 305). Le Moufti voulait restituer même les cadeaux et la lettre de remerciements (p. 306). Pour cette raison, l'ancien Caïmacam était devenu un vrai „ennemi“ de l'ambassadeur. Bon, se croyant négligé, s'adressait directement au Gouvernement hollandais (p. 305 et suiv.) : il prétendait avoir dépensé pour la cause 6.000 ducats ; les créiteurs du Vénitien, enfermé pour dettes, demandaient leur argent au malheureux docteur hollandais (p. 307). Bon alla jusqu'à contrefaire la signature de Haga, apposant un sceau falsifié au-dessous d'une plénipotence formelle (p. 308). Le Grand-Vizir ordonna que l'ambassadeur soit rendu responsable pour les dépenses faites par son prétendu commissaire (p. 309). Les collègues de Haga intervinrent enfin, sans aucun résultat, et le pauvre homme en fit une maladie. Il fallut, au bout de ces épreuves, reconnaître envers Bon une obligation de 5.500 ducats (il réclamait 12.029!) (p. 310), sans compter 1.500 autres à des créanciers intraitables et particulièrement influents (p. 310). Les Turcs prélevèrent 3.000 ducats sur cette somme injustement extorquée.

Bref, il fallait de l'argent. Cette Cour, écrivait l'ambassadeur, ne ressemble pas aux autres ; les dépenses extraordinaires sont écrasantes. Et il n'a pas de fonds disponible, alors que son collègue de France reçoit du roi seul 8.000 couronnes par an et 1.400 des

été pris sur des vaisseaux de guerre étaient les victimes de leurs camarades, qui les avaient enrôlés contre leur volonté (p. 297).

¹ Il avait défendu aussi l'emploi des trompettes par les chrétiens, même sur les vaisseaux en rade.

consuls de sa nation, car, observe-t-il „le commerce des Français est très grand (il s'agit spécialement d'Alep) et ne peut pas être comparé au nôtre“ (p. 312; cf. pp. 329-330); l'envoyé d'Angleterre reçoit 6.000 ducats annuellement et les présents sont payés par les marchands eux-mêmes. Haga ajoute que la concurrence des Vénitiens en ce qui concerne les „étoffes légères et les manufactures“ est encore absolument victorieuse (p. 312).

En décembre l'ambassade gagna un appui par la restauration de Khalil dans la dignité d'amiral (pp. 314-315); l'ancien Caïmacam revint aussi à son poste (p. 315). Khalil s'occupait aussitôt de la délivrance des captifs hollandais. Mais Nassouf commandait, et à la fin de l'année 1613 il s'avisait de demander à tous les ambassadeurs les actes mêmes des capitulations „pour les lire“ (pp. 316-317); ils leur furent restitués avec des changements, et, comme les ambassadeurs refusaient de les recevoir, le tschaouch laissa tout simplement dans leur maison le nouveau document (p. 317). Le Vizir leur refusa une audience d'explications, étant, disait-il, occupé de l'expédition de certaines galères. Ils décidèrent de laisser à leur tour un acte dont ils n'avaient pas besoin et de menacer de leur départ. Lorsque Nassouf parut enfin dans la salle, il ne voulut pas leur faire donner des sièges, ce qui mit fin à cette extraordinaire conférence. Le bailli vénitien découvrit cependant le secret pour ravoïr l'ancien traité: il paya (p. 317). Puis le Sultan intervint pour mettre fin à cette nouvelle aventure, et Nassouf s'expliqua sans témoins avec les autres ambassadeurs (*ibid.*); il objecta que les capitulations couvrent trop souvent des ennemis de l'Empire. Et Haga put entendre de la bouche du Grand-Vizir qu'on préfère les Hollandais, par rapport à la similitude entre leur confession et l'islamisme et aussi parce qu'ils n'ont pas des relations si nombreuses avec lesdits adversaires du Sultan (p. 318). Le seul traité conclu avec la Hollande fut donc restitué sans retard.

De fait, on chassa „les étrangers qui ne sont pas sujets du Grand-Seigneur et n'habitent pas dans les États des princes et des Républiques qui y ont des ambassadeurs“ : autrement on confisquera leurs biens et on les mènera sur les galères (pp. 318-319). La famille de Ghisbert renoua donc ses relations avec l'ambassade de Hollande (p. 319). La demande du kharadsch revint, du reste, en 1616 (pp. 335-336). On croyait même que les

chrétiens établis à Constantinople seraient au nombre de 20.000 et qu'ils prépareraient un coup de main contre la capitale du Sultan: une enquête n'en trouva que trois cents (p. 337)!

Le 16 mai 1614 on fixait le salaire de Haga à 1.200 livres de 40 gros, lui attribuant aussi les revenus des consulats de Constantinople, Smyrne, Chypre et Chios celui de Chypre étant le seul de rapport (p. 329); il y avait aussi un consul à Andros (vol. II, p. 1123)—; le consulat de Alep étendait ses droits sur les ports de Tripolis, Alexandrette et Damas, étant absolument autonome¹. En même temps on rédigeait, le 5 juin, la commission formelle que l'ambassadeur avait réclamée avec instance (vol. I, p. 319 et suiv.). Il était autorisé à mettre dans son cachet les armes des Provinces Unies, avec une couronne „supérieure à celle de duc“. Khalil allait recevoir une „chambre de tapisserie“ et deux perroquets (pp. 322-323). Avec l'exécution du Vizir Nassouf, un fauteur de difficultés et d'humiliations pour les ambassadeurs de la chrétienté avait disparu, au cours de la même année, en octobre (p. 324 et note 1). L'ancien Caimacam l'avait détruit, et il prit sa place².

Mais les intrigues continuaient. Gaspar Gratiani, l'ancien agent secret des ambassades de Constantinople, étant devenu un des négociateurs de la paix avec l'Empereur, répandait le bruit qu'il existe une alliance entre Turcs et Hollandais contre le Saint Empire (pp. 331-332). Haga, en répondant aux États, qualifiait ce futur prince en Moldavie de „personne très vile et espion“, dont Nassouf, son protecteur, avait fait un diplomate: il aurait calomnié aussi les Français et les Vénitiens (p. 332 note 1). Gratiani s'en défendit énergiquement (pp. 337-338).

Et les cadeaux continuaient: pour Achmed, qui remplaça en 1616 Mahmoud comme Grand-Vizir (p. 334), pour Khalil (p. 335), pour le même à l'occasion de sa nomination au premier rang des dignitaires de la Porte, en janvier 1617 (p. 335 et suiv.), pour la confirmation du privilège sous le nouveau Sultan Moustafa (p. 338 et suiv.)³ et sous son successeur, Osman (p. 348 et suiv.).

Haga demandait déjà la permission de se retirer (p. 338). Pauw⁴

¹ Sur le train des autres ambassades, I, p. 327. Voy. aussi plus loin.

² Des ordonnances turques sur la monnaie, p. 324 note 1.

³ On pensait à étendre le privilège à la Mer Rouge (p. 340).

⁴ Cf. vol. II, p. 1113 et suiv.

devait être son successeur, et il fut nommé en effet. Cependant l'ancien ambassadeur conserva encore pendant de longues années encore sa place.

En 1619 la mission de Haga obtint un caractère politique. Il s'agissait d'empêcher une réconciliation entre la Porte et le roi d'Espagne, qui aurait eu déjà ses consuls à Alep, en Chypre et au Caire (cf. p. 337 note 2). Il fallait démontrer aux Turcs que l'Empereur a perdu ses royaumes de Bohême et de Hongrie et que son importance en est anulée (p. 341). M. Heeringa renvoie pour toutes ces négociations pendant l'intervention militaire du prince de Transylvanie, Gabriel Bethlen, dans la guerre de Trente ans au travail de J. W. van Oordt, „Nederland en Turkije in het begin van den dertigjarigen Oorlog“, dans la revue „Gids“, année 1873, II, p. 217; III, pp. 72, 437. Il se borne à traiter de quelques incidents de commerce, dans lesquels est mêlé le nom du Capoudan Ali et de Khalil, qui regagna sa première situation en 1619. Haga défendit les intérêts de Venise au moment où, en 1620, pour se venger d'une ancienne injure, ledit Ali fit exécuter le drogman Borisi et fit semblant de mettre la corde au cou à Nani lui-même, qui remplissait les fonctions de bailli (p. 343): il pouvait se vanter, au mois de juin, d'avoir mis fin au conflit, en faisant payer audit bailli 60 000 sequins (p. 344). Le Sultan lui en fit faire des remerciements. En 1623, lors des grandes révolutions sanglantes de Constantinople, il vit la nomination comme Grand-Vizir d'un de ses anciens amis, Méré-Housséin-Pacha (p. 346). Khalil lui-même avait perdu son poste en 1628, mais, quelques mois plus tard, il regagna la faveur du Sultan (p. 349).

Pendant tout ce temps, les relations avec les chefs de l'Église grecque, Cyrille Loukaris, les archevêques de Trnovo, de Chalcedoine, continuaient (p. 350): ces évêques célébraient des actions de grâce dans leurs églises de Constantinople pour les victoires hollandaises contre l'Espagne¹. Cyrille avait annoncé, le 2 mars 1622, aux États sa nomination comme Patriarche œcuménique (pp. 358-359): il reconnaissait devoir son Siègre à l'intervention de Haga. Celui-ci l'avait fait venir de Valachie et l'avait logé dans sa propre maison, où eut lieu même son élection (p.

¹ Sur les captifs, voy. p. 353. Haga se vantait d'avoir délivré un plus grand nombre d'esclaves que n'importe quel autre ambassadeur (*ibid.*).

360). Le Patriarche, qui avait envoyé cinq ans auparavant en Angleterre, était considéré comme un agent dévoué de la Réforme; son successeur au Siège d'Alexandrie, Gerasime, avait les mêmes sentiments; les principaux Grecs auraient donné leur assentiment à un prochain changement de confession (*ibid.*).

Au mois d'avril 1623 Cyrille était déposé, grâce aux efforts de l'ambassadeur de France, par le Grand-Vizir, pour être remplacé par Grégoire, qui avait été depuis peu dépouillé du Siège archiepiscopal d'Amasie (p. 362). Rhodes fut assignée au Patriarche déposé comme séjour forcé. Un mouvement des Métropolitites fit partir pour Rhodes aussi le protégé des Jésuites, et les archevêques de Héraclée et de Mytilène allèrent „consoler“ Cyrille dans son exil¹. Anthyme, Métropolitite d'Andrinople, devint, pour quelques mois seulement, le chef de la „Grande Église“. Des extraits précieux des Archives de la Propagande romaine éclaircissent mieux certains détails de ce long et dramatique conflit dont Cyrille fut le héros et la victime. En 1625 le Patriarche, enfin rétabli, fut emprisonné pour lui extorquer une somme d'argent (p. 364)². Deux ans plus tard, Haga parlait du projet formé par Cyrille d'imprimer un catéchisme en grec vulgaire dans l'imprimerie qu'un moine avait importée depuis peu d'Angleterre (p. 368); il espérait pouvoir introduire dans les églises grecques un prédicateur calviniste qui aurait parlé en italien (p. 369).

Les Provinces Unies furent visitées en 1626 par l'ancien Métropolitite de Rhodes, Jérémie, qui représentait maintenant les moines du Mont Sinaï (pp. 367-368).

Un rapport intéressant, daté du 3 janvier 1632, nous présente l'entretien entre le Patriarche et le nouvel ambassadeur de France, de Marcheville, qui lui demanda s'il reconnaît la célèbre profession de foi qui venait de paraître sous son nom en Occident; il l'aurait affirmé en protestant contre l'immixtion des catholiques dans les affaires de son ancienne Église, qui compte „cent Métropolitites et évêques“. Deux prétendants au Patriarcat, récemment revenus de Rome, le Métropolitite de Sophia et celui

¹ Cf. notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, IV, pp. 26-27.

² Voy. page 365, sur un projet des catholiques de publier des livres arméniens, pour empêcher la propagande hollandaise de ce côté-là aussi; Augustin, archevêque uni de Nakchivan, signalait une traduction de la Vulgate faite par des Dominicains. Négociations des Jésuites avec le Khan, p. 366.

d'Ochrida, étaient logés à la Maison de France, et le Métropolitte de Chalcédoine venait les y rejoindre. „Il y aura“, écrivait Haga, „une grande tragédie entre Grecs et Français“ (pp. 369-373). Il fallut, au mois de juin, que Cyrille cherchât pour quelques jours un refuge chez les Hollandais (p. 373).

En juillet 1633 Haga dénonce que le Métropolitte déposé de Milo a tenté, par le moyen d'un Juif, de se défaire du Patriarche, en employant de la poudre de diamant mise dans ses aliments; un clerc du Patriarche, et sa mère étaient mêlés au complot (pp. 375-376). Le Métropolitte „parricide“ fut excommunié et banni. Sur le changement de Patriarche intervenu en 1633, Cyrille de Véria ayant remplacé le grand Cyrille, réduit à s'eufuir, et sur le retour de Loukaris, Haga fit un rapport le 15 octobre, qui n'est pas reproduit. Dans celui du 5 novembre il montre que Loukaris a rassemblé un synode pour défendre l'Église contre de pareils attentats et statuer sur le cas de l'intrus, élève des Jésuites, qu'il détenait en prison (pp. 376-377). Le rapport du 5 avril 1634 traite de la nomination d'Athanase Patellarios comme Patriarche: Loukaris est regretté aussi par les Turcs et les Juifs; le Caïmacam lui-même se déclarait contre cette mesure prise personnellement par le Sultan à la suite d'une discrète distribution de présents. Patellarios était venu de Crète, „il y a trois ou quatre ans“, et il avait été bien accueilli par son prédécesseur, qui lui attribua une riche église pour en faire ensuite le Métropolitte de Salonique. Après sa nomination et le départ de Cyrille pour l'île de Ténédos, Athanase risquait d'être reçu à son premier office solennel, le 19 mars, par une grêle de pierres de la part des fidèles s'il n'avait commencé par une protestation qu'il respectera la personne de Loukaris, le le considérant comme „son père et bienfaiteur“, qu'il fera délivrer et douer d'un revenu viager. „Il est sans crédit, sans amis et un étranger, abandonné par tous les Métropolittes, haï et méprisé par le commun.“ Son ambitieux neveu et un certain Achmed-Aga l'auraient mêlé dans cette mauvaise affaire. et le Sultan aurait fait rechercher ledit Achmed pour le faire pendre au Fanar, près du Patriarcat. Les agents chargés de cette action, l'Aga des janissaires à leur tête, firent semblant de se méprendre et allèrent tirer de son lit Athanase lui-même, qui fut mené par les rues les mains liées derrière le dos (pp. 377-378): le Caïmacam aurait arrangé le

coup. Mais le 12 avril „l'anti-Patriarche“ fut exilé à Chios et, armé de l'excommunication, Loukaris reprenait possession de son Siège. Bientôt après il allait baiser la main du Sultan (pp. 378-379)¹.

Des renseignements précieux suivent sur le nouveau changement advenu en 1635. Une plainte fut présentée, par le moyen des femmes du Sérail, au Sultan: il y était dit que Loukaris n'est plus en état, à cause de son grand âge, d'accomplir ses fonctions patriarcales: Cyrille de „Caraféria“ (de Véria), qui avait déjà occupé le Siège pendant „huit jours“, prit la place de son homonyme; le Caimacam avait aidé à renverser Loukaris (avril 1635) (p. 380). Celui-ci fut envoyé à Chio, où il trouva l'appui du Pacha de Rhodes, qui remplissait les fonctions du Capoudan absent (un des Grecs qu'il avait excommuniés venait de perdre ses enfants; un Turc qui avait pris part à l'affaire allait demander en pleurant d'être pardonné; pp. 380-381).

On apprend, par un rapport de Haga, que Cyrille de Véria fut déposé le 26 juin, étant relégué à Rhodes. Son successeur, Néophyte d'Héraclée, était un des bannis, „un homme très pieux“, „une créature“, plus que cela: „un fils“ de Loukaris, qu'il fit ramener par une frégate, de Rhodes où on l'avait abrité. Le nouveau Patriarche „dépendait absolument de la volonté et de la direction“ de son ancien chef, que l'obstination seule du Caimacam avait empêché d'être rétabli. Haga lui-même préférerait ne plus exposer aux embûches son vieil ami; on l'avait dénoncé, sous prétexte de lettres venues du Hetman Koniecpolski, qui commandait les troupes polonaises aux frontières de Moldavie, qu'il s'était entendu avec les Cosaques pillards, leur donnant des indications précieuses: du reste les Jésuites de Pologne venaient de présenter, en Moldavie aussi bien qu'à Constantinople, la confession de Cyrille comme un acte hérétique. L'autre Cyrille s'était défendu „comme un lion“, dépensant „plus de cent mille thalers“ pour se maintenir; il venait d'être excommunié avec une extraordinaire solennité².

¹ Sur les relations de Cyrille avec le prédicateur de Hollande, Leger, mêlé à l'affaire de la célèbre Confession du Patriarche, voy. pp. 379-380.

² Pour se distinguer de Loukaris, qui s'intitulait: Κύριλλος, ἐλέφ Θεοῦ ἀρχιεπίσκοπος Κωνσταντινουπόλεως, cet autre Cyrille avait l'intitulation: Κύριλλος ὁ ἐκ Βερβόριας, ἐλέφ Θεοῦ, etc., ou bien: ὁ ἐκ Κωνσταντινουπόλεως ἐλέφ Θεοῦ Κύριλλος ὁ ἐκ Βερβόριας (Gédéon, Πατριαρχικοί Πίνακες, p. 560).

Cyrille arrivait à Constantinople le 4 août, prenant logement à l'ambassade de Hollande, où il recevait de nombreuses visites, en commençant par celle du nouveau Patriarche. „On le considère généralement comme le Patriarche légitime.“ „De même que lorsque le soleil se lève, on éteint sa chandelle, le nouveau Patriarche est offusqué par Cyrille“ (p. 383) ¹.

Néophyte lui-même avait aidé à la délivrance de Loukaris, ce qui fut publiquement reconnu par ce dernier dans son discours fait le 25 août 1636 dans l'église patriarcale, devant le nouveau chef de l'orthodoxie, qu'il recommandait chaleureusement aux fidèles; il vouait à l'excommunication quiconque tâcherait de troubler encore la Grande Église. „Et, ensuite, ayant béni le peuple, il descendit de son siège et, prenant par la main le Patriarche Néophyte, qui s'était assis dans un siège, posé, pour ce moment même, en face de Son Excellence, il le conduisit au siège patriarcal et, prenant ainsi congé, il sortit, par le choeur, de l'église. Sur quoi la majorité du peuple, voyant la vénérable présence du seigneur Patriarche Cyrille, fondit en pleurs“, écrit Haga, qui avait été invité (p. 390).

Cependant, Néophyte s'étant déclaré inférieur à sa charge, le 27 mars le vieux Patriarche devait reprendre son Sièges; il y avait été porté par Haga et „les grands de cette Cour“ (pp. 392-393), surtout par le Caïmacam, qu'il avait connu à Rhodes, et le tout-puissant Silichdar. „L'Empereur aurait fait dire à Son Excellence, par le moyen du Caïmacam, qu'il doit gouverner l'Église grecque d'après ses lois et que tous ceux qui ne lui prêteraient pas obéissance soient exécutés ou condamnés aux galères et que, tant que ce Patriarche vivra, personne ne parle à Sa Majesté d'un changement patriarcal“. Haga pensait déjà à faire distribuer en Turquie des exemplaires du Nouveau Testament grec imprimé à Genève (*ibid.*).

Depuis longtemps Haga désirait pouvoir quitter son poste, eu égard à son grand âge et à son désir d'„être enterré parmi les chrétiens“. On lui avait recommandé, le 29 octobre 1633, de continuer encore quelque temps son service. En 1639 il se plaignait d'être laissé sans les moyens pécuniaires que réclamait sa posi-

¹ Dans un rapport de la même année, Haga parle encore de la „Confession“ de Cyrille, „écrite de sa propre main en italien et en grec et confirmée par son propre serment“ (p. 387).

tion, d'avoir ainsi pour seule récompense de ses longs efforts, par lesquels il s'était gagné une situation si distinguée¹, „une couronne d'épines: de misère, de honte et de déshonneur“; son désir était d'obtenir au moins un congé. Il fut relevé de ses fonctions dès le mois de novembre, mais il n'en eut nouvelle que pendant le printemps de l'année suivante: le 4 mai il avait son audience de départ dans la tente du Mourad IV, prêt à commencer une nouvelle campagne contre la Perse. Le Sultan, „ce grand Empereur et potentat“, portait une robe de pourpre et un turban à la persane. Le neveu de Haga, fils de sa sœur, Henri Cops, fut recommandé comme chargé d'affaires à sa place (pp. 385-387, 389, 394 et suiv., 396 et suiv.). Mourad avait reconnu que les Barbaresques continuent leur métier de corsaires et les avait qualifiés de rebelles à son autorité; il était décidé d'entreprendre, après en avoir fini avec la Perse, la soumission complète de ce „peuple indiscipliné“, ainsi qu'il l'avait fait pour les corps privilégiés de son armée. Il craignait quelque intention commune des ambassadeurs de quitter sa Capitale: celui de France fut empêché de partir et celui d'Angleterre d'accompagner trop loin sa famille qui s'en retournait dans le pays (pp. 398-399).

La départ de Haga n'eut pas lieu cependant avant la catastrophe de son vieil ami, le Patriarche. Il la décrit dans sa lettre pathétique du 31 juillet 1638. C'est, dit-il, une scène des temps des martyrs. Pendant que le Sultan se trouvait encore à Scutari, les Métropolitites lui avaient fait savoir que quelque chose se tramait contre leur chef; ils rapportèrent la réponse „que Cyrille ne sera pas changé durant sa vie“. Mais les persécuteurs du vieillard ne s'en découragèrent pas: ils présentèrent dans le camp de Konieh au Vizir et au Sultan lui-même des lettres qui auraient prouvé les relations, de longue date, entre leur ennemi et les Cosaques moscovites, qui s'étaient, tout récemment, rendus maîtres d'Azov: aussitôt la restauration de Cyrille de Véria fut ordonnée, Loukaris devant être enfermé aux „châteaux de la Mer Noire“; un nouvel ordre, secret, ordonnait son exécution: sous le prétexte de l'amener en exil, il fut noyé à deux milles du rivage. „Son cadavre s'arrêta sur le rivage, dans le sable“ (p. 401).

On voulut cacher le crime: le Patriarche serait parvenu en bonne santé à Rhodes. Le corps fut déterré pendant la nuit et

¹ Sur la question de priorité entre lui et le bailli, p. 393 et suiv.

jeté furtivement dans les eaux de la Mer, „une pierre au cou“. La Mer le rejeta aussitôt, et des pêcheurs lui donnèrent une nouvelle sépulture dans un endroit secret (*ibid.*). Les amis du défunt pratiquèrent une seconde inhumation; on gardait comme des reliques ses cheveux et des fragments de la corde. „J'aurais désiré n'avoir pas vu cette tragédie“, finissait le vieil ambassadeur (p. 401).

Il ne devait partir que pendant le printemps de l'année suivante. Avec trois carosses et seize voitures de louage, il se dirigeait, le 28 mai, vers la Moldavie, pour traverser la Pologne et s'embarquer seulement à Danzig, où il se trouvait en septembre (p. 404 note 1; cf. p. 412 note 2). En Moldavie le prince, qui était Basile Lupu, sortit à sa rencontre à la distance d'une heure de sa Capitale, avec sa Cour et sa garde; Haga fut invité dans la voiture de Basile et y occupa la place d'honneur. Il chevaucha par les rues de Jassy dans la compagnie du prince (p. 418). Arrivé dans sa patrie, il présenta au gouvernement l'original des capitulations, en novembre (pp. 404-405).

Dans son exposition il signalait l'accroissement du commerce anglais en Levant, au détriment de celui de ses co-nationaux, les efforts du duc de Holstein de faire venir des marchandises d'Orient „par la Mer Caspienne et la Moscovie“ (p. 406), ceux des Maures de Grenade d'obtenir „les provinces de Cyrène et de Ptolémaïs“ pour s'entendre avec les Hollandais en ce qui concerne l'exploitation du sel, du corail, etc. (pp. 406-407) ¹.

Cops, le successeur de Haga, joue encore un certain rôle politique ². Il se mêlait des affaires de l'Église grecque, sans que ses rapports concernant l'enterrement définitif de Cyrille et les changements intervenus après sa mort soient publiés (cf. p. 400 note 1). Il rapportait, en septembre 1640, l'arrivée à Raguse du vicomte de Lormes pour négocier au nom du roi d'Espagne (pp. 415-416).

Cops était mort le 1-er février 1647; alors Ghisbrecht prit sa succession (p. 419 et suiv.), bien que l'ambassadeur de France eût essayé de regagner l'ancienne situation de protecteur des marchands néerlandais. Plus tard, les intérêts de ces marchands

¹ Voy. plus loin. — Sur les desseins et l'importance de Georges Rákóczy, prince de Transylvanie, pp. 408-409.

² Nous avons publié, depuis bien treize ans déjà, nombre de rapports de Haga et de Cops, ainsi que de leurs successeurs, dans nos *Studii și documente*, IV.

furent représentés par Levinus Warnerus, dont on a des lettres qui ont été imprimées en 1883, à Leyde (*Levini Warneri de rebus turcicis epistolae ineditae*).

Un troisième chapitre traite du „commerce du Levant“ proprement dit (p. 424 et suiv.). Il comprend des rapports et des décisions concernant les consulats de Chypre, de l'Archipel, de Smyrne, de Syrie et de Constantinople même. Des Grecs de Chypre demandaient, en 1612, de pouvoir employer pour leur commerce les vaisseaux de la République (pp. 435-436); l'émin voulait qu'on lui payât le droit de 5 % (pp. 442-443). A Alep on employait l'ancien système de taxation, „d'après un certain *canoun* ou tarif, sur tous les ballots et toutes les pièces de marchandises“, ce qui équivalait „à moins de 3 % et même à 2 %“ (p. 443)¹.

Lorsque Nassouf, pendant sa campagne en Perse, fut visité par les consuls d'Alep, il demanda des emprunts: 5.000 réaux au Français, 4.000 au Hollandais, 3.000 à l'Anglais et au Vénitien la même somme (p. 480). Puis il exigea des lettres de change pour des sommes très importantes (*ibid.*).

Il y avait aussi un vice-consul de Hollande à St. Jean d'Acre en 1630 (p. 547 et suiv.).

Dans l'Archipel on faisait subrepticement le commerce de grains (p. 581 et suiv.²), les vaisseaux formant une flotte armée, contre laquelle il fallait employer les forces du Capoudan lui-même, en 1631 (p. 586). Il s'agissait de pirates qui ne reculaient devant aucune voie de fait; Haga craignait de payer de sa peau cette brutale violation de la paix (*ibid.*). A Smyrne on eut d'abord pour consul un Grec, Jean Dukas (p. 615).

Mais ces rapports fournissent un grand nombre de renseignements supplémentaires concernant l'Empire ottoman et ses provinces. On voit le fils du Khan des Tatars, retenu à Constantinople comme ôtage, prenant part aux repas de Khalil, l'ancien amiral (I, p. 233). Il est question d'un faux moine, Napolitain payé par le Pape et le roi d'Espagne, qui, d'après le rapport de Cyrille Loukaris, s'était introduit au Patriarcat pur travailler en vue de l'Union avec Rome (pp. 234-235). A signaler la liste

¹ Sur le tarif d'Alexandrette, p. 448. Sur „l'ancienne“ douane de Beyrouth, p. 449.

² Sur les pirates d'Alger dans ces eaux, p. 585.

des Pachas qui fonctionnaient en 1612, avec l'indication de leurs relations de famille avec le Grand-Seigneur (p. 238). L'audience du 1-er mai 1612 est décrite avec une richesse et une précision de détails peu ordinaire dans le rapport général de Haga (p. 236 et suiv.). Haga remarque aussi que dans cette Cour qui contient 40.000 hommes, „tous gardent un si grand silence qu'ils ressemblent à des statues“ (p. 243). Mariage de Cigala avec la soeur du Sultan (juin 1612), pp. 252, 254. Attaque des Maltais à Cos et troubles en Moldavie p. 253. Amitié pour les Moscovites par crainte des accroissements de la Pologne, p. 253. Dans la liste de secours en argent accordés par les États-Généraux à cette époque on trouve : „Marc Abraham, prêtre d'Arménie, Constantin, Grec de Ténédos“, Anastase Rholopoulos de Corinthe“, *Joseph archevêque de Macédoine* (2 mars 1618), Démètre de Salonique, prêtre, et quelques Musulmans (p. 263, note 1). A la page 288 des renseignements sur les intimes du Grand-Vizir Nassouf. En décembre 1612 audience collective des ambassadeurs chrétiens chez le Vizir pour leur communiquer qu'il a été jugé logique de soumettre leurs nationaux aussi à l'impôt dit *cassabieh*, ce qui était devenu nécessaire par le fait que le nombre des janissaires a monté de 12.000 à 40.000 (pp. 290-291, 293). Il n'arriva par à ses fins. A cette occasion, Nassouf compara la situation des hommes libres qui sont les ministres en chrétienté et celle des dignitaires turcs, simples esclaves de leur maître, même s'ils deviennent, comme il est sur le point de l'être, époux de Sultanes. Exploits des galères de Toscane dans le golfe de Smyrne en 1613, pp. 296-297. En 1613 encore, les Turcs auraient été disposés à aider les Moscovites contre les Polonais vainqueurs, p. 297. Envoi du second trésorier en „Grèce“ pour recueillir les arriérés du kharadsch, p. 300. Envoi d'un portrait du Sultan Achmed d'après nature (p. 311), d'un plan de Constantinople, p. 338. Valeur des monnaies en 1613, p. 313 note. En partant pour l'armée, en décembre 1613, Nassouf ordonne, d'après les instructions du Sultan, que le kharadsch sera recueilli aussi sur tous les marchands chrétiens qui auraient séjourné plus d'un an dans l'Empire (p. 315 et suiv.); on expliqua plus tard qu'il ne s'agissait que des personnes définitivement établies en Turquie, ce qui ne concernait, sauf exceptions, que les Vénitiens (p. 316). Détail des présents qu'on voulait

faire en 1636 pour empêcher le „dessein espagnol“, en commençant par 2.000 ducats au Silichdar, „le grand favori de l'Empereur, un vrai *alter Caesar*“ (p. 384), qui ne reçoit pas des présents à l'insu de son maître (p. 391). Dans un mémoire anonyme rédigé dans ce but, on intitulait le roi de France Padichach, et Haga rappelle que, dans les lettres à l'Empereur, on écrit, tout simplement, son titre en caractères arabes: „imperator populi romani“ (p. 385; cf. p. 381). Mention de l'ancienne coutume qui exigeait la refonte des monnaies étrangères en Turquie; les Français surent s'en exempter par la capitulation de 1597 (p. 450). On leur avait imposé cependant, en 1600, un droit de 2% sur les monnaies qu'ils exportaient de l'Empire (p. 451) et un autre de 2 $\frac{1}{2}$ pour cent sur la soie et autres marchandises. Les Anglais ne payaient qu'un penny sur chaque ballot, sans estimation du contenu, et Haga voulait, en 1613, que les siens jouissent du même traitement (p. 452). Et les Turcs pensaient à leur faire payer même 3% (pp. 454-455). On voit par une exposition du tarif de Tripolis que chaque espèce de marchandises payait, pour les „écrivains“, ensuite pour le Trésor, une somme déterminée (pp. 457-459). Les Français étaient considérés en Levant comme la nation „la plus puissante et la plus ancienne“ (p. 474). Le droit de 3% sur la soie fut aboli pour les Néerlandais, par un acte formel, conclu avec l'émir de Alep, le 8 mars 1616 (p. 485 et suiv.): il promettait ne prélever sur l'argent „qu'une demie pour cent d'entrée et les dépenses ordinaires de ses officiers“; cette concession avait été achetée argent comptant. Quelques années plus tard, en 1625, Haga devait confier les intérêts des siens au consul d'Angleterre, — pour les arracher à celui de France (p. 500 et suiv.).

Le second volume contient d'abord un chapitre concernant „ce qui a été fait pour permettre le commerce sans empêchement dans la Mer Méditerranée“ (p. 629). On y trouvera une requête, datée 1604, au Pacha d'Alger, qui est intitulé „sérénissime et très-puissant roi“, pour lui demander la délivrance des captifs néerlandais (p. 635; en italien): les États-Généraux signalent que les gens d'Alger pris sur les vaisseaux d'Espagne ont été aussitôt mis en liberté, „avec amour“, *amorevolmente*; la lutte commune contre les Espagnols doit servir de base à une alliance. Une

nouvelle lettre à „Son Altesse Sérénissime“ porte la date du 5 juillet 1606 (pp. 637-638) : on demande au Pacha la permission que les sujets néerlandais, chassés par leurs ennemis, puissent s'abriter dans ses ports. L'émissaire avait été le même qu'en 1604.

Les relations continuèrent en 1608 avec ledit „vice-roi de Tunis et d'Alger“ (p. 640). Comme, malgré les efforts de Haga, on n'arriva pas à faire libérer les captifs, on essaya d'une démonstration navale à Tunis et Alger (en 1615), sous le commandement de Quast (pp. 647, 662 et suiv.); le résultat ne fut pas plus important.

Haga rapportait en 1612 que le Pacha de Tunis est une créature de son ami Khalil et qu'il a gagné par des présents Mehmed, ancien Pacha de Tunis, qui espérait devenir Capoudan (pp. 648-649, 651 et suiv.): d'après le conseil des Turcs eux-mêmes, il demandait d'établir un consul à Tunis et même un second à Alger (pp. 649, 656). En 1613 on avait une lettre de Fazli-Ali, Pacha de Tunis (pp. 650-651), dans le même but. Haga expliquait que les janissaires de Barbarie ne sont pas payés par le Sultan et que les revenus des différentes places „sont beaucoup amoindris par la grande tyrannie qui règne là-bas“: ils sont donc forcés de chercher leurs moyens de vivre dans la piraterie, sous le prétexte de guerroyer contre les ennemis du Grand-Seigneur (p. 652); on ferme les yeux sur cette autonomie anarchique, par crainte d'une révolte. En 1614 les gens d'Alger et ceux de Tunis, en querelle, demandèrent à Constantinople une résolution (p. 655, note 2): le Pacha d'Alger fut destitué, et un tschaouch alla arranger l'affaire (p. 657).

Pour les maîtriser, le gouvernement des Provinces Unies dut s'adresser à eux-mêmes, mêlant les promesses aux menaces. De fait, des agents de la République travaillaient en Barbarie pour faire défendre l'action des pirates: un Bellegno, un Nicolas Schuit, et le dey de Tunis, Joseph, demandait en 1615 des éclaircissements sur certains points qui lui paraissaient douteux (p. 666 et suiv.). Haga l'intitule „Josuf-day“, en ajoutant qu'il est seulement „un des premiers parmi eux“ (p. 672). Le Pacha d'Alger était, de l'avis du Capoudan, qui lui communiqua ses ordres là-dessus cette même année, un ivrogne qu'il fallait déposer (*ibid.*). Les Anglais étaient décidés à prendre des mesures de fait contre les corsaires (pp. 673-674). Haga recommandait de les soutenir. De leur côté,

les Turcs prétendaient que les Barbaresques, qui ne connaissaient auparavant que les galères, sont des simples élèves de la piraterie occidentale (pp. 675-676; cf. p. 689 et suiv.), et on savait, du reste, qu'„ils sont des Maures qui haïssent par nature la domination ottomane“ (p. 677).

Le consul de Barbarie, auprès des deux vice-rois d'Alger et de Tunis, fut nommé dès 1616 en la personne de Wijnant de Keyser (p. 678 et suiv.). Dans un de ses premiers rapports, il décrivait „ce gouvernement de soldats qui font chaque deux ou trois mois élection d'un d'entre eux qu'ils intitulent Aga, lequel aussi ne doit rien faire que par le consentement commun de tous les soldats, qui se rassemblent dans le château d'en haut, qu'ils appellent la Douane, chaque samedi matin“. Le Pacha doit approuver leur décision: récemment, ils avaient chassé un représentant du Sultan, le remplaçant par trois „marchands“ des leurs, dont un renégat italien, le très riche Piccinino, devenu Ali Bitschnine (pp. 690-691, 726, 734). Il fallut l'arrivée d'un *cadi* de Constantinople pour les apaiser. Le pauvre agent était parfois invité à faire ses paquets et à s'en aller (p. 695). Le nouveau Pacha, Moustafa, menacé d'être expulsé, dut reconnaître le triumvirat des finances barbaresques (pp. 698-699), devant rendre compte à la fin de l'année; à cette condition on l'acceptait comme „vice-roi absolu“¹.

A Tunis, de Keyser trouva un personnage très puissant, „dont la mère soignait les enfants du Grand-Seigneur“ (p. 714). Les Barbaresques venaient d'être récemment renforcés par des renégats chrétiens et les Morisques chassés d'Espagne (p. 723). Le consul était à la discrétion de la bande, qui demandait parfois, en tumulte, qu'il fût mis aux fers (p. 728); le vice-roi le sauva, en 1617, dans son logement (*ibid.*). Au mois de mai 1617, Haga fit conclure un accord qui permettait aux Barbaresques seulement d'arrêter les vaisseaux de commerce des Hollandais et de leur demander la présentation des lettres dont ils sont munis (p. 732). Le nouveau Pacha, Soliman, avait apposé son sceau sur ce traité formel (cf. aussi p. 751; le texte du traité, pp. 780-781). Le capitaine Quast allait aussitôt — ainsi qu'il a été dit — poursuivre les pirates (*ibid.*). Ledit Pacha fut porté à Alger par le Capouadan lui-même, qui, commandant soixante-dix

¹ A ce moment le Français Vinciguerra de Marseille obtenait un accord pareil (p. 705).

voiles, croyait pouvoir entreprendre quelque chose — la tempête l'en empêcha — contre les côtes de l'Italie espagnole (p. 753). De nouveaux troubles éclatèrent à l'arrivée de Soliman, qui prétendait „faire la paye lui-même“ (*ibid.*). Mais des actes d'hostilité amenèrent en 1618 une rupture et la présence dans les eaux barbaresques des vaisseaux de guerre commandés par van Quast, qui ne tarderent pas à attaquer les pirates (p. 797).

La paix fut conclue en 1619 (p. 798 et suiv.). On s'imagine bien ce qu'elle valait. Jean Manrique, un Espagnol, succéda bientôt comme consul à Keyser et il recommença les négociations (p. 852 et suiv.). En 1622 le professeur Pijnacker de Groningue fut chargé enfin d'une mission solennelle (p. 854 et suiv.): il devait attirer l'attention sur la guerre des Provinces Unies contre l'Espagne et demander l'interdiction de la visite des vaisseaux néerlandais. Au mois de février 1623, les gens d'Alger déclaraient vouloir s'en tenir à la paix conclue avec leur maître, le Sultan (p. 881 et suiv.; cf. la résolution du Gouvernement là-dessus, 5 mai 1623, p. 899 et suiv.). Il s'agissait d'une guerre commune contre l'Espagne, d'une „alliance scandaleuse“, au jugement des Anglais, qui voyaient dans Flessingue une „nouvelle Alger“ (pp. 904-905). De fait, des pirates d'Alger apparaissaient d'une manière compromettante dans les ports „amis“ des Pays-Bas¹. Le voyage de Hollande fut défendu enfin, en 1625, par le Sultan lui-même².

Cette même année on demandait au même deux places sur la côte de Barbarie, Stora (ou Porto Stora, Estora), et Cala (la Calle), pour l'usage exclusif des marchands néerlandais, intéressés aussi à la pêche du corail (p. 966 et suiv.): les vaisseaux qui y viendraient serviraient contre l'Espagne. Le Caïmacam rappelait ce qu'il avait souffert pour avoir permis en 1604 la pêche du corail aux Français. Haga faisait observer qu'une pareille concession devait être demandée par les Barbaresques eux-mêmes et qu'elle coûterait bien cher (p. 980 et suiv.)³.

¹ Lettre de Haga sur l'arrivée du nouveau Pacha Khosrev („Ousrev“), pp. 931-932.

² P. 951.

³ Cf. pp. 100-101. Confirmation de privilèges en 1626, par une nouvelle mission de Pijnacker, pp. 984-985, p. 989 et suiv. On statuait que les vaisseaux „flamands“ ne sont pas soumis au droit de visite. Ils pouvaient se défendre contre toute attaque.

A cette époque fut établie une direction spéciale de ce commerce: les „directeurs du commerce du Levant et de la navigation dans la Mer Méditerranée“ (p. 970 et suiv.). Haga recommandait l'établissement d'une vraie Compagnie du Levant (p. 1006).

Pijnacker continua à avoir le soin des affaires de Barbarie. Il s'y était habitué: „ils ne sont pas aussi barbares qu'on le croit, et en voici la preuve: à l'époque où leur tschaouch, avec quarante autres personnes, fut massacré à Marseille, on ne toucha pas, à Alger, à un cheveu des Français“ (p. 1004).

Quelques pages finales concernent les relations avec le Maroc.

L'index présente les noms dans la forme, viciée, que donnent les documents. Les noms de pays manquent (par exemple: Moldavie et Valachie); on n'a que ceux des localités.

N. Iorga.

* * *

Nélidov, *Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877-1878* (dans la „Revue des deux mondes“, années 1915, vol. III, IV, VI).

Les Mémoires de M. de Nélidov demandent d'être, non seulement lus avec attention, mais contrôlés constamment sur les autres sources et jugés avec le sens critique nécessaire.

Il. commencent par ces troubles de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui éclatèrent en 1875, à un moment où l'auteur était conseiller d'ambassade à Constantinople à côté du remuant personnage qui fut le comte Ignatiev. On trouvera (III, p. 303) la reproduction même du télégramme du vice consul de Mostar annonçant le commencement des troubles. Et aussitôt cette observation, qui est confirmée par tout ce qu'on sait concernant l'origine du mouvement: „En Autriche on ne voyait pas d'un mauvais œil ce mouvement, qui donnait à l'Empire des Habsbourg un prétexte à intervention active dans les affaires balcaniques“ (*ibid.*).

La charge de surveiller cette affaire et de „pacifier“ échet à M. de Nélidov, l'ambassadeur lui-même ayant quitté Constantinople pour soigner sa santé (y avait-il donc, demanderons-nous ici, ainsi que nous l'avons fait dans notre „Politique extérieure de la Roumanie sous Charles I^{er}“ une conspiration russe?).

On connaît la mission des consuls, qui n'amena aucun résultat. A Cétinié, le consul russe Yonine paraissait ne rien savoir d'une

¹ En roumain; Bucarest 1916.

excitation de la part du prince Nikita (p. 304). Et, de son côté, „l'opinion publique, chauffée par le Comité slave, qui était alors dans toute sa puissance, prêchait la libération des chrétiens et poussait le Gouvernement à une politique active, conforme aux traditions historiques de notre diplomatie“ (cf. pp. 308-309), alors que la Russie diplomatique — Gortschacov, de Jomini — ne voulait pas de guerre. Quant à l'ambassadeur du Tzar à Vienne, „M. Novicov était entièrement dominé par le comte Andrassy, disposé à prendre la part des chrétiens révoltés... *pour empêcher l'éclat d'une révolution sérieuse qui aboutirait à l'annexion à la Serbie*“ (p. 305). Et, il faut ajouter, il lui fallait une autre annexion: aux propres provinces de l'Empereur et roi.

Ignatiev, revenu en septembre, aurait été pour une intervention franche, allant jusqu'à la guerre, ou pour un désintéressement absolu (*ibid.*). Il était pour la première solution, mais n'avait pas de confiance dans l'appui qui lui serait venu de Pétersbourg. De son côté, le Sultan Abdoul-Aziz, consulté, voulait bien des réformes, mais d'après les seuls conseils de la Russie et sans „direction collective“ de l'Europe. Ignatiev ne voulait guère de l'action commune avec l'Autriche du comte Andrassy (p. 306). Il désirait avoir la victoire et la domination: „la Russie, c'est-à-dire lui-même dominant à Constantinople; ce qui en résulterait, il s'en préoccupait moins“ (p. 307). Quant à M. Nélidov lui-même, il rédigeait pour Gortschacov un mémoire proposant „l'occupation des Détroits, à la première provocation possible, la constitution de Constantinople en ville libre sous la protection russe et la formation en Europe d'États chrétiens indépendants à la place de l'Empire ottoman, qui serait réduit à l'Asie seule“, en détachant encore l'Égypte pour l'Angleterre, le Syrie pour la France, l'Archipel, la Thessalie, l'Épire pour la Grèce et créant une Bulgarie et une „Macédoine“ (*ibid.*). „Il faut un grand État“, objecta l'ambassadeur; „jamais de Macédoine“. Gortschacov, plus commode, se borna à ne pas lire cet exposé.

Lorsque, en décembre 1875, M. Nélidov partait pour l'Allemagne, Andrassy avait complètement vaincu. On annonçait de Livadia: „*Le centre reste à Vienne; Berlin s'y rallie*“ (*ibid.*). Le Tzar voulait rester „fidèle“ à ses engagements envers les deux autres Empereurs, auxquels Bismarck l'avait réuni. M. Serge Tatistschev, secrétaire de Novicov, considérait la célèbre note Andrassy comme

un triomphe, un „grand succès“ de la politique russe (p. 308). Gortschacov lui-même la regardait „comme un panacée“ (p. 309). Jomini, enfin, lui aussi, traitant la révolte de simple „feu de paille“, était d'avis que la note Andrassy parviendra facilement à l'éteindre. „Vous voulez l'éteindre en y jetant du papier“, fut la réponse du conseiller d'ambassade, qui, tout jeune qu'il était, connaissait bien son monde (p. 310).

En février 1876, Ignatiev „faisait étudier“ la situation, qui était devenue beaucoup plus grave, par ses „émissaires extraordinaires turcs“ (pp. 310-311). Mais les Turcs pensaient à bien autre chose qu'à la note Andrassy. Stamboul voulait et préparait une révolution, de son côté, et elle devait être dirigée contre les étrangers (p. 313 et suiv.). Les consuls trouvèrent nécessaire de s'entendre sur des mesures de précaution, organisant même une vraie petite armée, „capable de protéger Péra“; des Monténégrins se massèrent dans la cour de l'ambassade de Russie; l'ordre partit de faire venir les seconds stationnaires. Peu de temps après, les softas arrêtaient le Sultan dans la rue pour lui présenter leurs doléances. Des incendies éclataient à Galata. Le Vizir Mahmoud-Nédim, instrument d'Ignatiev, fut remplacé par Mahmed-Rouchdi, et Midhat entra dans ce Ministère de conspirateurs contre leur maître. Cela n'empêcha pas l'assassinat des consuls à Salonique. Bien au contraire.

Les Agents de Roumanie et de Serbie, général Ghica et Magazinovitsch, espéraient une intervention européenne (p. 319). Il n'y eut qu'une enquête à Salonique, le Pacha, d'allures suspectes pendant les délibérations, étant tenu par le délégué français sous la menace de son revolver. Il s'en alla, du reste, en exil.

La révolution qui remplaça Abdoul-Aziz par Mourad V, fils d'Abdoul-Médschid, est exposée assez brièvement (p. 322 et suiv.). Il y a cependant des détails intéressants. Tel journal grec de Constantinople publiait que Mourad V „est disposé à se faire chrétien pour ressusciter en soi l'ancien Empire de Byzance“. Pour M. Nélidov, ce jeune Sultan des nouvelles espérances était, tout simplement, un ivrogne et un abruti; les circonstances de cette révolution de palais donnèrent, nous assure-t-on, à Abdoul-Hamid, frère de Mourad, „ses premières défaillances nerveuses“ (p. 323). L'ambassade de Russie, contre laquelle un vaisseau ottoman avait braqué ses canons, craignait une attaque (p. 324).

Ignatiev crut ne pas devoir reconnaître le nouvel état de choses; il „protesta“ et fut suivi dans son attitude par l'ambassadeur d'Allemagne (p. 325). Mais, comme „il avait eu naguère des relations secrètes“ avec le pauvre fantoche impérial, le général se décida bientôt à ne plus le „boudier“ (p. 325). M. Nélidov fut témoin de l'„enthousiasme“, des „cris de joie“, tout à fait extraordinaires, qui accueillirent le nouveau Sultan à son sélamlic, sur la place de Sainte-Sophie. Les softas „acclamaient avec frénésie“. En ce qui concerne la fin tragique d'Abdoul-Aziz, M. Nélidov relève qu'„aucune autopsie ne fut faite“ et conclut que „tout prouve que l'infortuné Sultan a été étouffé“. „On racontait que des cris terribles avaient été entendus par des cherkets qui passaient“ (p. 328). Cette nouvelle aurait rendu complètement fou le pauvre Mourad.

Suit l'assassinat des ministres (Housséin-Avni et Rachid). La scène est donnée d'après le récit fait à l'auteur par le Ministre de la Marine, Ahmed Kaïssarli, qui se saisit du meurtrier. Le Vizir, de son côté, se targuait d'avoir empêché à coups de pincette l'irruption du Circassien dans la chambre où il s'était barricadé avec ses collègues survivants.

Tous ces crimes étaient des coups portés à l'influence, jusqu' alors toute-puissante, d'Ignatiev. Il avait perdu ses anciens amis et les nouveaux maîtres de l'Empire ne lui devaient rien et croyaient n'avoir pas besoin de lui. Heureusement il y avait l'affaire de Bosnie, qui amena bientôt la première guerre balkanique. Le général „poussa à la roue“ (p. 331).

Description impressionnante de la vie qu'on menait à Constantinople pendant l'été de l'année 1876, sous la pression croissante des événements.

Venant à la célèbre et inutile conférence, M. Nélidov en attribue la paternité „probable“ à Ignatiev, „qui se trouvait auprès de l'Empereur en Crimée“ (IV, p. 242). (Andrássy y consentit seulement, à la condition que l'entente entre les trois Empereurs n'en serait pas atteinte; Adolphe Beer, *Orientalische Politik Österreichs*, pp. 665-666.) Ignatiev arrivait avec ce projet à Constantinople au commencement d'octobre et y était reçu en audience par le nouveau Sultan. M. Nélidov était présent, et voici ce qu'il écrit: „Il ne portait pas encore de barbe, avait l'air horriblement

embarrassé et presque effrayé“ (p. 243). On sait que, provoquant d'abord une intervention commune des Puissances en vue de l'armistice, il l'arracha par un ultimatum présenté par lui seul, le 19 octobre (la date est exacte; l'ambassadeur autrichien faisait son rapport là-dessus le 1-er novembre; Beer, ouvr, cité, p. 667). De fait, on préparait le départ, jusqu'à celui des infirmières. La réponse turque tarda un peu; elle n'arriva qu'à trois heures du matin (p. 244).

La mission de l'auteur en Roumanie pour y conclure la convention du passage éventuel des troupes russes commence à ce moment. M. Nélidov croit qu'on „envoya d'abord pour sonder le terrain un de nos drgmans qui avait été en Roumanie, un certain Bélotzerkovitsch“ (p. 245): nous ne pouvons pas admettre le sérieux d'une exploration diplomatique confiée à un individu de cette importance. Ignatiev, qui ne se gênait guère, avait député M. Nélidov lui-même comme son propre représentant: „c'est lui qui m'accréditerait“, disait-il, car, „la Roumanie étant un État vassal de la Turquie et lui accrédité auprès de la Porte, il pouvait déléguer ses pouvoirs“. Il écrivit donc tout simplement au premier-ministre roumain, „que j'étais chargé de négocier et de signer un arrangement secret en vue des éventualités possibles“ (*ibid.*). C'était vraiment procéder à la cavalière, d'après les bonnes traditions de Mentschicov allant en habit de ville présenter une sommation au Sultan.

A Bucarest on ne le suivit pas, bien entendu, dans cette voie.

Du reste, M. Nélidov lui-même avoue qu'il „ne connaissait pas la forme dans laquelle les États réglent leurs rapports dans des conditions pareilles“. Il devait cependant recevoir des instructions „de Pétersbourg“ à son passage par Odessa. Tout cela pour ne pas reconnaître l'individualité politique de cette Roumanie à laquelle on était décidé d'arracher les districts bessarabiens. Pour les détails militaires on avait adjoint au diplomate un officier, et à savoir un Roumain d'origine, le cniaz Michel Cantacuzène, de la branche de cette famille qui s'était établie juste cent ans auparavant en Russie; il avait fait, du reste, „des séjours prolongés“ dans le pays où ses ancêtres avaient régné. „Mais lui aussi n'avait jamais vu de convention militaire de ce genre et ne savait pas ce qu'elle devait renfermer“. Les deux actes conclus avec l'Autriche, qu'on leur avait donnés pour guide ne pouvaient pas servir dans

ce cas particulier. Et cependant on interdisait à M. Nélidov toute discussion politique, dont les conséquences pouvaient être un engagement désagréable et incommode, une reconnaissance inopportune, un empêchement des projets qu'on avait déjà formés contre l'intégrité territoriale d'un pays dont on venait cependant solliciter le concours.

Sous les noms d'Alexandrescu — purement roumain — et de Karski, les deux envoyés secrets de la Russie passaient la frontière à Ungheni. L'auteur nous raconte les incidents de son incognito à Bucarest: hôtel de second ordre, avec „des actrices et des personnages suspects“, hôtel de premier ordre, tout comble d'„entrepreneurs et de spéculateurs des genres les plus divers“, promenades discrètes de nuit ou à l'aurore, „mouchoir pour s'en couvrir la figure“ dans certaines circonstances révélatrices, conseils de passer pour un militaire roumain de Russie venant s'enrôler dans l'armée de sa patrie.

S'il crut reconnaître dans le président du Conseil de Charles I, J. Brătianu, non seulement un ancien carbonaro, mais aussi, depuis le voyage du prince à Livadia — assez lointain cependant un nouveau „partisan de la Russie“ (p. 248), sa finesse de diplomate le trompait. Le levain de haine contre le despotisme envahissant du Tzar qui avait produit la révolution valaque de 1848, dont il avait été un des chefs, n'avait guère disparu de son âme. C'est aussi une des raisons pour lesquelles, du côté de la Roumanie, on n'arriva jamais à s'entendre complètement.

On pouvait bien se rendre compte, dès les premiers mouvements, de la défiance qui le dominait envers cet émissaire non sollicité et assez inattendu. Brătianu voulait avoir les „pleins pouvoirs“ de son hôte. Et, comme on le voit par la note comprise dans les Mémoires du Souverain roumain à la date du 16/28 novembre 1876 (*Aus dem Leben König Karls*, I, p. 76), on se rendait parfaitement compte à Bucarest qu'il s'agissait seulement d'un simple „émissaire du comte Ignatiev“. Mais on croyait de plus qu'il avait aussi la mission de „négocier sur la participation éventuelle de la Roumanie à l'action contre la Turquie“ („über die eventuelle Teilnahme Rumäniens an der Aktion gegen die Türkei zu unterhandeln“; *ibid.*). Brătianu déclara franchement à M. Nélidov, — qui l'avoue, — que le gouvernement roumain ne

pouvait pas signer un acte destiné à être ratifié par le Prince et présenté aux Chambres sans qu'au moins le Ministère des Affaires Étrangères de Russie fût intervenu (p. 249).

Si Brătianu consentit cependant à ouvrir des „pourparlers“, ce n'est pas qu'il se fût laissé leurrer par les „ressources de l'esprit“ de M. Nélidov, qui invoquait la pression des événements et mettait en perspective une plénipotence *ultérieure*, mais bien pour apprendre ce que l'ambassadeur de Russie à Constantinople préparait à son pays. C'est pourquoi, de l'aveu même de M. Nélidov, la seconde question fut celle de la Bessarabie: „pourrais-je lui garantir que nous ne reprendrions pas, après la guerre, la Bessarabie?“. Il exigeait une garantie formelle sur ce point et il avait déjà dans sa poche l'acte qui l'aurait comprise (p. 250).

M. Nélidov prétend que son habileté diplomatique et celle de son compagnon, l'officier Cantacuzène, trouvèrent bientôt un accommodement, „qui, sans nous engager d'une manière explicite, pouvait cependant satisfaire les Roumains soucieux de l'intégrité de leur pays“, — ce qui signifie, en langage d'historien, tromper quelqu'un sur ses vraies intentions de le dépouiller. Quel dommage que l'auteur n'ait pas eu à sa disposition des actes diplomatiques ou des notes contemporaines! Il est donc réduit à consigner sur cette question capitale ce qui suit: „Il y était dit, si j'ai bonne mémoire, que la Russie s'engageait à détourner de la Roumanie tous les dangers et les attaques qui pourraient être dirigés contre elle à *la suite de la conclusion de cette convention* et qu'elle garantissait la sécurité et l'individualité politique de l'État roumain dans ses limites actuelles (ou tel qu'il est constitué actuellement), *si elles venaient à être menacées du fait du passage des troupes russes*“ (ce second passage souligné est compris dans le texte — p. 250 — entre guillemets). Et il ajoute: „A la distance où je me trouve de cette époque et n'ayant gardé aucun document qui s'y rapporte, je ne puis garantir l'exactitude des termes, mais le sens y est“.

Ce sens serait donc celui que la Russie entendait seulement défendre la Roumanie contre la cupidité d'un tiers, mais qu'elle se réservait tout de même le droit de la dépouiller à son gré.

Et Brătianu, frappé de la justesse de cette observation de M. Nélidov que, si les „exaltés“ roumains attaquaient la Transyl-

vanie et il en résulterait une intervention militaire autrichienne, la Russie ne pouvait, bien entendu, rien garantir, se serait borné, tout en acceptant la convention, à pleurer sur le sort de la Bessarabie roumaine, que l'Empereur aurait eu raison de réclamer comme une „question d'honneur“ pour lui, et à mendier des compensations, dans lequel cas il s'offrait à „préparer notre opinion publique“. Il aurait été, de plus, persécuté par le „cauchemar“ que, à Reichstadt, „il a été question de partager la Roumanie“ et, comme dans le plus bête des mélodrames, il aurait demandé à son partenaire de „lui jurer que cela ne sera pas“. Bien entendu, M. Nélidov, qui avait la répartie prompte, aurait trouvé aussitôt dans les „ressources de son esprit“ tout ce qu'il fallait pour apaiser ces scrupules. Mais, puisque le ministre roumain „présentait la nécessité“, il était *obligé* de „préparer l'opinion publique“; d'autre part, on ne pouvait pas encore fixer l'objet de compensation avant de connaître les résultats même de la guerre qui s'ouvrira; à Reichstadt on a pris des décisions qui ne lui sont pas connues, — et c'est tout. Mais il ne faut pas oublier que „la Russie, même dans le malheur, n'avait jamais abandonné ses amis“ et que, en 1856, c'est elle qui, „ne pouvant rien obtenir pour elle-même“ — vaincue —, „au Congrès de Paris, avait cependant consenti (*sic*) à augmenter la Roumanie“, et, à savoir, de cette Bessarabie méridionale même, dont elle désirait maintenant la „récupération“. Brătianu, rassuré, passa donc aux questions techniques. „Le projet de convention fut donc définitivement dressé, confronté, *approuvé de part et d'autre*, et n'avait plus qu'à recevoir la *sanction officielle*“ (p. 252).

M. Nélidov avoue ensuite que „le Ministère des Affaires Étrangères [de Russie] était *hostile en principe à la guerre*“, — sans que la Roumanie, qui avait un Agent à Pétersbourg, s'en fût doutée. Et, sans expliquer un retard de presque cinq mois, il reconnaît que „la „signature définitive“ — et qu'est-ce que c'est qu'une „signature provisoire“, et non seulement en diplomatie? — „de la convention, et surtout (?) sa ratification, n'eurent lieu qu'au tout dernier moment, à la veille des hostilités“ (p. 253). Fixons la date: la 4/16 avril 1877 (voy. le texte, entre autres, dans les „Actes et documents extraits de la correspondance diplomatique de Michel Kogălniceanu relatifs à la guerre de l'indépendance roumaine,

1878-1878, publiés par M. Kogălniceanu, Bucarest 1893, p. 177 et suiv.).

Or cette convention est en même temps, politique et son préambule contient ce passage: „le Gouvernement Impérial, *désirant respecter l'inviolabilité territoriale de l'État roumain*, est convenu de conclure avec le gouvernement de S. A. le Prince Charles I une convention spéciale relativement au passage des troupes russes par la Roumanie“.

On ne peut dire que ce passage est satisfaisant pour la Roumanie et rassurant pour son avenir. Observez le texte avec attention: *l'inviolabilité territoriale regarde seulement le droit de la Roumanie de défendre son territoire contre une invasion*, et c'est pour la rassurer *sur ce seul* point qu'une convention est conclue, par laquelle l'invasion violatrice des traités devient un passage consenti. Mais il ne s'agit guère, dans cette reconnaissance de l'„inviolabilité“, du maintien garanti de *l'intégrité territoriale au bout* de la guerre. Le second article cependant est explicite: „afin qu'aucun inconvénient ou danger ne résulte pour la Roumanie *du fait du passage des troupes russes sur son territoire*, le gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'engage à maintenir et à faire respecter les droits politiques de l'État roumain tels qu'ils résultent des lois intérieures et traités existants, ainsi qu'à maintenir et défendre l'intégrité actuelle de la Roumanie“. Ici on avait cependant gardé l'ancienne explication et on ne s'engageait qu'envers un tiers.

M. Nélidov, simple mandataire de son chef l'ambassadeur, ne pouvait rien savoir sur le développement d'une question diplomatique aux commencements de laquelle il s'était trouvé mêlé. Il reconnaît que, n'ayant pas de pleins-pouvoirs, il fut empêché „de revêtir de sa signature le projet convenu“, „tout étant réglé et copié cependant“; il n'arriva pas même à la simple parafe qu'il implorait, Brătianu se bornant à permettre la lecture de l'acte devant le consul de Russie à Bucarest, baron Stuart, et „s'engageant *sur parole*“ — mais s'il venait à être remplacé? — „à le signer tel quel, dès que le délégué russe produirait des pleins-pouvoirs“. Or, continue-t-il, plus tard, le Ministre des Finances russe exigea un changement concernant le „mode de paiement des fournitures“, et alors Brătianu, „qui avait compris“ — enfin! — „ce que disait et ne disait pas le pré. bule du traité (?), ayant

une portée politique“, introduisit le passage contenant „l'obligation de conserver l'intégrité du territoire roumain“, et la Russie, préoccupée d'autres questions (!), le laissa faire. Il en résulta les discussions désagréables de 1878: „le Cabinet de Bucarest eut une apparence de raison de nous accuser... d'avoir manqué à nos engagements et agi avec mauvaise foi“ (p. 254). On a vu plus haut ce qui en est de cette explication. Examinons cependant la question de plus près, sur la base d'autres sources.

La mission de M. Nélidov n'était pas si secrète qu'il se l'imagine: un émissaire turc, Ali-bey, l'avait suivi pour faire des contre-propositions (*Aus dem Leben König Karls*, III, p. 76). Le 17/29 novembre, Brătianu présentait au prince le „projet de convention“ (*den Entwurf einer Konvention*), „d'après les propositions russes“ (*der nach den russischen Vorschlägen ausgearbeitet ist*), et Charles I demandait que cette convention, si elle devenait nécessaire, revêtît une forme politique („dass ein solches Abkommen, falls es durch die Lage der Dinge zur Notwendigkeit werden sollte, durchaus die Form eines Vertrages erhalten und als politische Angelegenheit behandelt werden müsste). Et Brătianu,—celui qui aurait donné sa „parole d'honneur“ sans que l'autre lui eût rien „juré“,—„se rattache complètement“ à cette opinion („schliesst sich dieser Meinung vollständig an“). Le 23 novembre (5 décembre), le Prince note que Brătianu s'est entendu avec M. Nélidov sur les points principaux de la convention de passage („Brătianu hat sich mit... Nelidow über die Hauptpunkte eines Durchzugsvertrages geeinigt“); le ministre roumain a demandé que „les institutions et les droits politiques de l'État roumain soient strictement respectés“, „et le Prince exige que la Russie s'engage à garantir l'intégrité actuelle de la Roumanie“ (on a vu le sens qu'on a su donner à ce passage). Et les Mémoires du Prince montrent que le quatrième article (devenu dans la convention du mois d'avril le second) „a provoqué surtout des difficultés“ („von den vier Punkten, die der politische Vertrag behandelt, hat besonders die Formulierung des zweiten Schwierigkeit gemacht“): elles ont été donc surmontées, et à savoir dans le sens de Brătianu et du Prince, qui donne le texte même qui fut exigé et obtenu. Or il concorde avec ce qui est resté dans la mémoire de M. Nélidov. Il avait su cependant introduire cette explication dont il parle et qui ôte toute sa valeur au reste.

Suivons les Mémoires de Charles I. L'affaire était si peu conclue que, le 12/24 décembre, le nouveau consul de Russie, Stuart, demandait la signature de la convention par Brătianu, „Nélidov ayant déjà les pleins-pouvoirs exigés... Mais la conférence avait commencé ses travaux. Le Prince emploie ce prétexte pour différer encore: il faut attendre les résultats de la conférence“ („Der Fürst erwidert dass die Ergebnisse der Konferenz abgewartet werden müssten“; p. 85). Brătianu a encore „des gros doutes“ — „schwere Sorgen“ — là-dessus, et il demande, le 15/27, que le projet soit communiqué à Bismarck aussi; il est confié au consul d'Alvensleben (p. 187). Malgré l'effet déplorable produit à Bucarest par l'„incorporation“ de la Roumanie dans la nouvelle Constitution de Midhat-Pacha, l'envoyé du Grand-Duc Nicolas, arrivé le 18/30 décembre, pour „discuter certains détails militaires du passage“, se heurte à un refus (p. 87).

Ce n'est que le 4/16 janvier 1877 que le Prince est d'avis qu'il faut signer la convention, mais Brătianu demande encore du temps pour „préparer l'opinion publique“ (p. 91). Et, lorsque Stuart réclama, le 17 29 mars, la signature de l'accord, la réponse fut qu'il *faut attendre la guerre* („dieser erklärt dass er im Kriegesfalle zur Unterzeichnung bereit sein würde“; p. 108). De fait, on négociait le 29 mars (10 avril) avec le consul le mode de paiement, la Roumanie réclamant qu'il soit fait en or (p. 116) et la discussion durait encore deux jours après (*ibid.*), — la guerre étant déjà devenue certaine. On ne pouvait plus tarder: *Stuart avait ses pleins-pouvoirs au nom de l'Empereur*. De plus, le paiement en or avait été admis (*ibid.*), de sorte qu'il n'y avait pas de modification à apporter dans la convention à l'avantage de la Russie, ainsi que l'affirme M. Nélidov. Kogălniceanu, le nouveau ministre roumain des Affaires Étrangères, apposa donc sa signature sur cet acte conclu entre les deux gouvernements (*ibid.*, p. 119 et suiv.). *Et il n'y a pas un mot sur des discussions politiques et des changements*. M. Nélidov s'est donc tout simplement trompé. C'est sa formule qui à été ratifiée.

Si certains passages de la négociation à Bucarest de M. Nélidov restent assez obscurs, on aura, en échange, tous les renseignements désirables sur le voyage de l'émissaire par Jassy jusqu'à la frontière russe (pp. 254-255). Des renseignements vraie-

ment intéressants sur une conversation à Kichéniev (Chişinău) en Bessarabie avec le Grand-Duc Nicolas, qui, très irrité contre la conférence inopportune qui devait commencer ses travaux à Constantinople, exposait déjà un projet d'opérations qui devait le mener inmanquablement, et sans de trop grands sacrifices, à Byzance (p. 255). Il croyait que „l'armée ottomane n'est pas préparée“ et mettait un grand poids sur la résistance au froid du soldat russe. M. Nélidov se déclare convaincu aussi du succès facile d'une foudroyante campagne d'hiver.

L'auteur observe que dans la conférence Gortschacov voyait un moyen d'éviter la guerre — car la Turquie céderait sur le point essentiel, des réformes,—et Ignatiev, au contraire, un moyen de l'avoir, cette guerre — car la Turquie ne pourra pas céder sur ce point (pp. 255-256). Il croit que Salisbury fut gagné par les prévenances et ahuri par les explications „techniques“ et „statistiques“ de l'ambassadeur de Russie et qu'il soutint,—à l'encontre de son collègue, l'ambassadeur britannique à Constantinople, sir Elliot,—son adversaire politique, du reste, et pas du tout un ami personnel,—un programme de réformes beaucoup plus radicales (pp. 256-257). „Le charme de l'ambassadrice de Russie“ aurait conquis deux autres membres de la conférence, M. de Chaudordy, représentant de la France, et M. Corti, celui de l'Italie (p. 257). Sans compter les relations habilement acheminées entre l'ambassadrice et les dames de la famille du ministre anglais. Ce sont des choses qu'on ne dit pas dans les „Livres“ de révélations calculées des chancelleries.

M. Nélidov n'oublie pas de fixer sa part dans ces débats de brève durée et de résultat nul: Ignatiev prononça un discours qui avait été rédigé par son auxiliaire. Ceci encouragea l'auteur à persévérer, „en préparant tous les discours que le général avait à prononcer lorsqu'on savait que telle ou telle question importante allait être traitée à la prochaine séance“. Tout au plus si l'ambassadeur en donnait „le canevas“ (p. 258).

Suivit la proclamation solennelle de la Constitution turque, qui vient de renaître sous nos yeux, et le départ, en signe de protestation, des membres de la conférence (p. 259). On sait que l'Autriche-Hongrie ne sortit pas des rangs de la collaboration européenne (instructions données, le 4 janvier 1877, par Andrassy au comte Zichy; Beer, ouvr. cité, pp. 696-697).

Alors que M. Nélidov restait à Constantinople comme chargé d'affaires, Ignatiev se rendait, pour obtenir la signature d'un protocole européen, ayant le caractère d'une injonction faite à la Turquie, à Vienne d'abord (de fait, plus tard), puis à Londres, où il finit par „un fiasco presque humiliant pour lui“, le contraignant à „disparaître de la scène politique pour quelques mois, dans ses terres de Kiev“ (p. 260). L'auteur ne mentionne pas le prétexte de cette visite en Occident; on le trouve ailleurs: il désirait recourir aux conseils d'un oculiste expérimenté pour éclaircir sa vue (Beer, ouvr. cité, pp. 703-704)... Et on voit dans la correspondance autrichienne, analysée par Beer, que le Cabinet anglais ne demanda que de préciser le sens des réformes qu'on demanderait à la Turquie avant de s'engager à „aviser“ de commun accord avec les autres Puissances (ouvr. cité, pp. 704-705). De son côté, Andrassy ne trouva rien à objecter; il consentait à accepter le protocole rédigé par le pacifique Chouvalov, l'ambassadeur de Russie à Londres, — et, d'après M. de Nélidov, „principal rival d'Ignatiev“, — se bornant à préparer une intervention conciliatrice auprès de la Porte, qu'il croyait encore pouvoir influencer (*ibid.*, pp. 705-708).

Les Turcs comptèrent sur l'Angleterre jusqu'au dernier moment, jusqu'à l'acte d'audace qui fut leur déclaration du mois d'avril 1877, par laquelle ils se refusaient énergiquement à accepter le protocole. M. Nélidov constate que, de fait, ils étaient soutenus par la presse anglaise et que des officiers anglais venaient leur donner des leçons. On aurait prisé sérieusement à Londres la Constitution de Midhat.

Le Parlement prévu dans cette Constitution ouvrit ses séances. „Je m'abstins avec ostentation“, dit l'auteur, „de paraître à cette comédie“; le représentant de l'Allemagne en fit de même. Des notes justes sur Achmed-Véfic-Effendi, président de cette Chambre d'approbation perpétuelle, lequel avait rempli, vingt ans auparavant, la mission de commissaire de la Porte à Bucarest (p. 261). Partisan déclaré de la paix, il était disposé à jouer le rôle de cet ambassadeur spécial à Pétersbourg dont la Russie exigeait l'envoi; l'auteur avait reçu l'ordre de favoriser ce moyen de pacification (*ibid.*).

Or le parti de Midhat frappa son second coup pour amener une guerre dont la Nouvelle Turquie attendait la réalisation des plus

belles espérances. Le remplaçant du Vizir Mehmed Rouchdi, Edhem-Pacha, „homme d'esprit, mais atrabiliaire et impatient“, était juste ce qu'il fallait pour rompre avec la Russie (pp. 261-262). Il encouragea la publication d'actes secrets concernant la politique russe en Orient, confiée à Giacometti. Ce recueil—„Les Responsabilités“, traduction anglaise d'Edgar Whitaker, „Russia's Work in Turkey, a revelation“,—a servi à Bamberg pour écrire tout un chapitre de son livre, paru dans la collection Oncken, *Geschichte der orientalischen Angelegenheit*, Berlin 1892, celui qui porte le titre: „Ruslands geheime Zersetzung des osmanischen Reiches“ (p. 429 et suiv.) Et M. Nélidov vient nous déclarer formellement que Giacometti était un „homme de Khalil-Chérif-Pacha“ et l'ouvrage une „falsification assez mal faite“; „je pus“, dit-il, „rien qu'à une lecture superficielle, y relever des fautes de dates, de faits et de noms telles qu'elles détruisaient toute confiance dans leur authenticité“ (p. 262; cf. p. 269). Malgré ses efforts personnels et par le moyen de la presse, le chargé d'affaires de Russie ne put convaincre cependant les Turcs que ces actes n'émanaient pas des consulats et de l'ambassade même du Tzar dans leur pays. „La masse des Turcs politiquants y crut cependant, et l'excitation des esprits en fut accrue“ (p. 261). Les armements de la Turquie continuaient, et M. Nélidov avoue qu'il lui manquait un attaché militaire pour les poursuivre et les signaler.

L'auteur passe aux négociations de la paix avec la Serbie (conclue le 28 février 1877) et avec le Monténégro (on n'arriva pas à s'entendre avec ce dernier État, à cause des cessions territoriales qu'il exigeait: Nikchitsch, etc.). Elles se développèrent directement avec la Porte, l'Europe étant, ainsi qu'on l'a vu, pour le moment, absente de Constantinople. M. Nélidov caractérise les délégués des deux États balcaniques: pour la Serbie, Philippe Crisititch, ancien Agent à Constantinople, „homme doux et conciliant, mais extrêmement peureux“, et le sénateur Matitsch, „d'une tournure plus solide“ (sur les deux voy. notre publication *La Serbie en 1871-2, deux mémoires de Théodore Văcărescu*, Bucarest 1916, pp. 10, 24, 25, 37); pour le Monténégro Bojidar Pétrévitch, cousin du prince Nikita, et ce Stanco Radonitsch (pas „Radanitsch“), autre cousin du même, qui avait rempli déjà une mission auprès du prince Charles de Roumanie, en 1867; M. Né-

lidov fait l'éloge de cet ancien collègue d'études de son prince et parent à Paris, „homme fin et cultivé, charmant de formes“ (p. 263).

On nous signale un nouveau projet de réconciliation entre la Russie et la Porte; imaginé par Chouvalov, il donnait à la Turquie un terme d'un an pour la mise en exécution des réformes qu'elle avait promises solennellement. M. Nélidov s'enorgueillit d'avoir recommandé le rejet de cette proposition, qui aurait amené la Russie à une catastrophe financière par les sacrifices continuels que demandaient ses troupes mobilisées ou bien à la honte d'une démobilisation dénuée de toute garantie, sans compter que dans un avenir plus lointain l'attitude, qu'on jugeait à ce moment favorable, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne pouvait changer (pp. 263-264). Son mémoire, lu dans un „Conseil spécial“, présidé par le Tzar et d'après le demande expresse du Souverain,—Gortschacov s'accrochant encore à ce dernier moyen d'empêcher la guerre —, aurait entraîné les opinions. Il en résulterait que l'auteur de la convention avec la Roumanie aurait été alors quelque chose de plus: celui de la guerre victorieuse de 1877. Malheureusement pour son assertion, le projet n'était pas une œuvre exclusive de la Russie.

Alors Gortschacov insista vigoureusement sur les changements de frontière dont le Monténégro faisait la condition inévitable de la paix. L'auteur, qui s'était rendu à Beuyuc-déré, n'avait pas reçu encore ses nouvelles instructions, lorsque l'apparition de la flotte ottomane, qui, sous le commandement de l'Anglais Hobart-Pacha, faisait voile vers le Bosphore, l'avertit que la Turquie d'Abdoul-Hamid prenait ses mesures pour garantir Constantinople d'une attaque imminente (pp. 264-265).

Peu de temps après arrivait cette dépêche que M. Nélidov croit pouvoir „rendre exactement“, dans sa forme même: „Manifeste de guerre et passage de la frontière fixée au 12 avril. Vous adresserez la veille une note à la Porte, dont le texte vous sera envoyé, et quitterez Constantinople avec le personnel de l'ambassade et du consulat. Il est essentiel pour le succès des opérations militaires projetées que le plus grand secret soit gardé, tant sur vos résolutions, que surtout sur la date arrêtée pour l'ouverture des opérations militaires. Prenez toutes les dispositions en conséquence et ayez en vue nécessité d'assurer sécurité de nos agents dans les provinces“ (pp. 265-266). Par un autre ordre on lui re-

commandait le départ de nuit pour échapper aux manifestations de la plèbe turque. L'auteur expose les mesures qu'il prit pour assurer la personne des agents impériaux en Turquie au moment de la rupture prochaine. Les délégués monténégrins partirent quelques jours auparavant, leur mission étant terminée par l'insuccès définitif des négociations de paix (p. 268).

La chute de Midhat, destitué et déposé à Syra, en Grèce, ne changea rien à la situation (*ibid.*). Une dernière tentative auprès de Savfet-Pacha, ministre des Affaires Étrangères, n'amena qu'un nouveau refus. M. Nélidov répondit en annonçant la guerre, avec la prédiction qu'il faudra céder des provinces entières pour avoir tenu à la possession de quelques points de frontière. Il y avait une ironie dans les paroles du ministre turc, dominé, comme les autres, par l'idée que cette guerre rendra à l'Empire son ancienne importance dans le monde: „Eh bien, que faire? Si c'est la fatalité, nous perdrons des provinces, mais nous ne pouvons céder de petits districts“ (p. 269). Il revint plus tard, après la défaite sur cette prédiction, s'excusant sur la puissance d'un courant populaire auquel il a fallu bien céder (*ibid.*).

Sur ce, l'Angleterre renoua ses relations avec cet ancien État en tutelle que menaçait une guerre. Pour M. Nélidov, le savant orientaliste Austin Layard, nouvel ambassadeur britannique, est „un homme remuant et peu commode“; cependant Layard n'arriva que deux jours avant le départ du chargé d'affaires de Russie.

Les jours du départ, en avril 1877, sont pour l'auteur „tout remplis des plus émouvants souvenirs de son existence“ (p. 270). Il les décrit largement et d'une manière très intéressante (p. 270 et suiv.). Layard fit un dernier effort, demandant qu'on envoyât „en son nom“ un télégramme au Tzar. Et cependant M. Nélidov est convaincu que l'Angleterre voulait la guerre et qu'elle ne cherchait qu'à donner aux Turcs plus de temps pour leurs préparatifs (p. 273). On eut, en échange, les bénédictions de l'ancien Patriarche de Jérusalem, Cyrille, qui, ayant abandonné son Siègre pour ne pas devoir souscrire à l'excommunication de l'Église bulgare, se trouvait depuis sous la protection spéciale de la Russie (*ibid.*). La sortie solennelle eut lieu le 10 avril, sans aucune manifestation hostile de la part de la foule accourue pour voir ce spectacle unique (p. 275). On saluait; les soldats présentaient, partout, les armes. Les Grecs ne se gênaient guère pour accom-

pagner de leurs sympathies chaleureuses cet ambassadeur, dont le départ semblait préparer une restauration chrétienne à Constantinople (pp. 275-276). M. Nélidov eut, avant de lever l'ancre, le spectacle d'un arc-en-ciel plein de promesses se dessinant au-dessus de la coupole de Sainte Sophie.

Une autre série des „Souvenirs“ traite des suites diplomatique de la guerre victorieuse, enfin—après de grandes pertes et des efforts désespérés—victorieuse.

Chef de la chancellerie du Grand-Duc Nicolas, il eut une large part aux négociations qui amenèrent le traité de San-Stefano. Le récit de son activité pendant la guerre se trouve dans des mémoires qu'il mentionne au commencement de cette publication, mais qui paraissent — malheureusement pour l'historien — n'avoir pas encore vu la lumière.

Au commencement, il s'agit de la reprise des relations avec les Turcs. Le 20 février de l'ancien style, Ignatiev alla visiter les ministres du Sultan et le comte Zichy (VI, p. 241); M. Nélidov ne manque pas de nous dire que son supérieur obéissait plutôt à „un sentiment de vanité personnelle“, et à „l'envie de jouir de son triomphe sur un ennemi terrassé“ (*ibid.*); Zichy lui fit bien voir qu'il avait échappé à son influence (p. 242). Mais il eut la satisfaction de conduire, quelques jours plus tard, à Pétersbourg Réouf-Pacha, ancien ami de de la Russie, chargé de présenter au Tzar un traité qui était le fruit d'une victoire chèrement achetée (pp. 242-243).

La Porte, qui comptait sur un ferme appui de l'Europe, tardait cependant à accomplir les obligations imposées par le traité, à évacuer ses provinces et à livrer ses forteresses; de plus, une nouvelle armée se rassemblait devant Constantinople sous le commandement de Fouad-Pacha et dans la proximité des vaisseaux envoyés par l'Angleterre amie.

Une entrevue fut arrangée entre le vainqueur et le vaincu. Pour pouvoir rendre la visite au Grand-Duc Nicolas, le Sultan lui offrit l'hospitalité au palais de Beylerbey en Asie, dans les splendides appartements occupés jadis par l'Impératrice Eugénie. Accompagné des Grands-Ducs, le commandant en chef des armées russes débarqua devant la résidence impériale de Dolma-Baktsché, où l'attendait Abdoul-Hamid, qui espérait obtenir à cette occasion

des changements dans l'acte qu'on venait de conclure. La musique militaire jouait en arrivant un air qui rappelait les premiers succès contre les Turcs à l'époque de Pierre-le-Grand (p. 245).

„Abdoul-Hamid était“, écrit l'auteur, présent à la scène historique, „horriblement embarrassé et intimidé.“ Il dut accepter le coeur contrit les offres d'amitié du Grand-Duc, qui l'assurait que dorénavant „personne n'osera toucher à la Turquie“ (p. 246). Lorsque Fouad, vainqueur, un moment, à Éléna, fut abordé par le prince russe, qui lui parla du bruit qui avait couru sur sa mort, il reçut cette réponse, digne de l'antiquité: „Je regrette de ne pas l'avoir été, car la bataille a été perdue“ (p. 247).

Aussitôt la visite fut rendue, le Grand-Duc attendant le Sultan au bas de l'escalier du palais qui était censé être sa résidence. L'entrevue aurait été, cette fois, „beaucoup plus personnelle et plus amicale. On parla chevaux, chasse, souvenirs du voyage du Grand-Duc en 1872; le Sultan invita Son Altesse à visiter ses écuries et sortit du salon gai et souriant, tandis qu'il y était entré morose et l'air préoccupé, intimidé peut-être par le caractère absolument militaire de l'entourage et le déploiement de force étrangère à laquelle il n'était pas habitué.“ Ce fait, Abdoul-Hamid ramena le Grand-Duc sur le vaisseau qui l'avait apporté.

A ce moment, Ignatiev faisait son second voyage, plus malheureux encore que le premier, en Occident pour gagner Andrassy, qui croyait l'heure venue de poser en arbitre reconnu et adulé. Et pendant ce temps l'armée turque se fortifiait, étant capable de couper les communications d'un ennemi victorieux, mais affaibli par sa victoire et incapable de se refaire à cette distance de sa base. Chounla et Varna étaient encore occupées, et on les croyait „imprenables“. Et, enfin, écrit le négociateur de la convention, pleine de réserves, avec le Gouvernement roumain, „nous avons sur nos derrières la Roumanie, que nous avons gratuitement blessée et qui, à la première difficulté, se mettrait incontestablement du côté de nos ennemis“, — la Roumanie et aussi l'Autriche d'Andrassy, prête à présenter son compte de neutralité amicale et de complicité avide dans le dépouillement d'un tiers qu'elle n'avait pas concouru à vaincre.

M. Nélidov aurait désiré avoir la succession d'Ignatiev ou au moins le titre de ministre, d'envoyé spécial; il fut nommé de

nouveau chargé d'affaires. Il tomba malade, et les fonctions de gérant furent exercées de fait par le premier-drogman Onou, un Roumain de Bessarabie. En avril, le Grand-Duc fut rappelé, et l'auteur signale que „la tension des rapports entre le commandant en chef et son frère l'Empereur n'avait fait que croître“ (p. 251); il qualifie le rappel de „disgrâce imméritée“.

Le général Todleben fut le nouveau commandant-en-chef, le vieux stratézien allemand qui avait glorieusement défendu Sébastopol et, tout récemment, sauvé la situation des armées impériales à Plevna. A ce même moment presque, une maladie de Gortschacov livrait le Ministère des Affaires Étrangères à la fougue dominatrice d'Ignatiev (p. 253). Pour l'ambassade de Constantinople, on avait parlé du prince Imérétsinski, qui accompagnait Todleben; l'auteur proposait aussi Ignatiev lui-même, Lobanov, dont on connaît la carrière, ou Budberg, probablement le fils du général André, qui avait commandé dans les Principautés pendant la guerre de Crimée. Lobanov fut, en effet, choisi pour ce poste.

Comme on prévoyait une modification profonde du traité par la diplomatie européenne, on demandait — mais en vain — aux Turcs l'évacuation de cette Macédoine que ceux-ci craignaient de perdre à l'arrangement définitif (p. 254). Et lesdits Turcs préparaient activement une nouvelle guerre, une attaque dans le Caucase (*ibid.*). Le ²/₁₄ mai la mission de débrouiller tous ces embarras revenait à Lobanov, qui venait prendre possession de son poste.

Le reste des „Souvenirs“ traite de la participation de leur auteur aux débats du congrès de Berlin, „en qualité d'expert“ (p. 225 et suiv.). Il avoue avoir rempli ce rôle avec un profond sentiment d'humiliation; il voyait l'Angleterre dominer (lord Beaconsfield parla en anglais). On n'osa pas soulever la question de l'établissement des Anglais en Chypre (p. 258). On s'était décidé à l'„ignorer“ (p. 259). Bismarck „favorisait au fond uniquement les Autrichiens, auxquels il méditait déjà de s'allier, et les Anglais, qu'il jugeait avec raison plus forts et par conséquent plus utiles à cultiver que les Russes“ (*ibid.*). Il taxait certains points auxquels on tenait à Pétersbourg comme „des détails qui n'avaient aucune importance

pour l'ensemble de la situation européenne et ne pouvaient intéresser que des Bulgares ou des Serbes“ et menaçait de s'en aller à Kissingen si on insistait.

Et, à cette occasion, l'auteur donne, d'après les déclarations du comte Chouvalov, le plus important et actif en même temps des représentants de la Russie au Congrès, des notes précieuses sur le dernier Conseil tenu sous la présidence du Tzar. Alexandre II avait mis en perspective, pour recommander de faire toutes les concessions possibles, une guerre avec l'Angleterre, „probablement aussi avec l'Autriche“, sans avoir un seul allié, et le ministre de la guerre, général Milioutine, avoua que „nous ne pouvions *absolument pas*“ (souligné dans le texte) „faire la guerre, que la position de notre armée en Turquie était précaire, qu'en cas d'échec du Congrès, nous y étions exposés à un désastre et que, quant à la frontière occidentale, nous n'avons absolument rien à opposer à un ennemi qui viendrait de ce côté“ (p. 260)¹. Et M. Nélidov traite cette attitude d'„impardonnable faiblesse“ et même de „lâcheté“ (*ibid.*). De fait, de Giers, qui remplissait à Pétersbourg les fonctions de chancelier—Gortschacov, bien que vieux et malade, s'étant rendu lui-même à Berlin, pour y boudier tout le monde, —hésitait à donner des ordres formels au nom d'Alexandre II.

M. Nélidov fut envoyé donc en Russie pour référer au Tzar sur l'état où se trouvaient les questions encore pendantes. „Parmi les plus importantes étaient *la restitution de la Bessarabie, à laquelle s'opposait l'Autriche*, et les annexions en Asie, qui avaient soulevé la protestation des Anglais“ (p. 263). „Quant à la rétrocession de la Bessarabie“, continue-t-il, „*Andrássy mettait son consentement au prix de notre acquiescement à l'extension de l'occupation autrichienne au-delà des limites de la Bosnie et de l'Herzégovine et à l'annexion éventuelle de ces contrées à la Monarchie des Habsbourg dans l'avenir*“ (p. 263).

Todleben craignait à ce moment—les forteresses de Choumla et de Varna n'ayant pas encore été livrées par les Turcs — de voir sa retraite coupée dans le cas où la guerre devait éclater de nouveau (p. 264). M. Nélidov s'attribue le mérite d'avoir recommandé une évacuation réelle sans dégarnir cependant en rien le front qui

¹ Il allait dire bientôt à M. Nélidov lui-même: „Finissez, finissez, finissez à tout prix: nous ne pouvons pas faire la guerre et devons consentir à toutes les conditions“ (p. 263).

regardait Constantinople (pp. 264-265: il paraît que Turcs n'avaient aucun moyen d'apprendre ces grands déplacements de troupes et que cette action à la Potemkine devait les impressionner d'une manière toute particulière). Et voici le passage qui concerne la Bessarabie:

„Quant à la Bessarabie, l'affaire était beaucoup plus compliquée. L'avenir de la Bosnie-Herzégovine s'y rattachait, et si, par les arrangements conclus avec l'Autriche antérieurement à la guerre, l'annexion de ces provinces à l'Empire des Habsbourg était consentie en vue de certaines éventualités, maintenant le Cabinet de Vienne se montrait tellement hostile à notre action dans la Péninsule Balcanique et demandait à pouvoir étendre la zone d'occupation au-delà de Mitrovitza et à s'annexer plus tard tous les pays occupés, [que] la décision devenait pour nous extrêmement difficile. Cependant c'est à ce prix qu'était le consentement de l'Autriche pour la Bessarabie, et son opposition, qui en aurait entraîné sans doute d'autres, pouvait faire échouer toute cette affaire à laquelle l'Empereur Alexandre II tenait plus qu'aux autres, car il avait fait voeu, disait-on, de reconstituer l'Empire tel qu'il l'avait reçu de son père, avant les sacrifices faits à Paris en 1856.

„L'Empereur répondait donc toujours: „Je verrai, je ne dis pas non, mais je ne puis m'engager d'avance: l'Autriche s'est montrée trop hostile à nous pour que je la paie d'un prix aussi élevé“.

„Or Andrassy voulait avoir une promesse formelle, secrète; autrement, il protestait. La discussion fut longue et pénible, car j'avais l'instruction de Chouvalov d'obtenir du Souverain une réponse précise, qui satisfît Andrassy. Finalement, après que je dus déclarer insuffisantes plusieurs rédactions proposées, voyant le désir de l'Empereur de faire quelques réserves, je suggérais de répondre que Sa Majesté consentait à ce que, plus tard, dans un moment donné (Andrassy ne le précisait pas), les deux provinces et le sandschak de Novi-Bazar fussent annexés à l'Empire austro-hongrois, *si l'attitude du Cabinet de Vienne à notre égard justifiait une pareille concession*. Si Andrassy refusait cette rédaction, il dévoilait sa mauvaise intention. S'il acceptait, nous restions maîtres de juger si sa conduite nous paraissait justifier l'annexion. L'idée fut approuvée, et l'Empereur ordonna à M.

Giers d'en faire d'accord avec moi, la rédaction qui devait lui être soumise.“

Des détails sur la délimitation en Asie, avec des appréciations défavorables sur les moyens intellectuels de Gortschacov à ce moment, suivent. Comme une curiosité du moment, on mentionne l'idée que se formaient certains des diplomates réunis à Berlin sur la possibilité de voir Ignatiev lui-même devenir prince de Bulgarie (p. 270).

N. Iorga.

* * *

A. P. Arbore, *Din etnografia Dobrogei: Așezările Bulgarilor* (dans la „Arhiva Dobrogei, revista societății pentru cercetarea și studierea Dobrogei“, publiée par Const. Moisil, I, Bucarest 1916).

L'auteur commence par constater que les noms slaves de localité qu'on rencontre dans la Dobrogea ne sont pas dûs aux Bulgares, mais bien à cette invasion slave qui prit possession du pays, sur les ruines des anciens établissements gréco-romains, dès le VI-e siècle. Il retrouve Telița dans Constantin le Porphyrogénète et des villages portant le même nom dans d'autres régions habitées par les Roumains (il ne fallait pas même mentionner la dérivation du nom du chef bulgare Téletz; jamais les noms topographiques n'ont une pareille origine). Suivent des propositions d'étymologie pour Taița et Trestenic (un nom de localité dalmate lui correspond) (p. 19 note).

La possibilité d'une population bulgare dans la Dobrogea du moyen-âge est ensuite très brièvement traitée. M. Arbore insiste longuement sur le témoignage du Ragusan Paul Giorgio, à la fin du XVI-e siècle (édition de Makuscev, dans le *Glasnik* de Belgrade, XV): il ne constate des chrétiens que du côté de Varna, de Silistrie et sur le rivage de la Mer (pp. 21-23). Vers 1660 l'évêque catholique Philippe Stanislavovitsch signale 300 maisons de „Bulgares, Grecs et Roumains“ à Babadag et donne le chiffre de 2.000 habitants chrétiens; presque à la même époque le diacre Paul d'Alep compte 420 maisons de Bulgares à Măcin (p. 25); déjà des Bulgares se réfugiaient à Ismail, suivant un courant général d'émigration vers le Nord. Des renseignements, peu précis et parfois incontrôlables, sont cherchés dans des récits de voyage du XVIII-e siècle (p. 27). Les brigandages des Kirdschalis et l'oppression — ajoutons-nous — des aïans du Danube furent, à cette époque et au commencement du XIX-e siècle, une des causes principales pour

lesquelles des milliers de Bulgares quittèrent leurs anciennes habitations pour se réfugier sur la rive gauche du Danube, où les attendait une assez rapide dénationalisation. (D'après Denis Photinos, qui écrivait son *Ἱστορία τῆς πάλαι Δακίας* vers 1821, il y aurait eu en tout 899 Bulgares dans le district d'Ialomița; voir ce „Bulletin“ même, II, pp. 18-19).

Quant aux Bulgares qui se fixèrent, comme colons favorisés dans la Russie méridionale — déjà au commencement du XVIII^e siècle, par la même tendance politique, on avait une „Nouvelle Serbie“ dans les mêmes régions, — 4.000 familles y auraient cherché de meilleures conditions de vie rien qu'en 1801-1812 (pp. 29-30). On cite ce rapport du consul français en Valachie, Ledoux, rapport daté du 27 septembre 1810 (Hurmuzaki, *Documente*, XVI, p. 876): „l'avantage le plus réel que la Russie ait retiré jusqu'à présent de la guerre actuelle, c'est d'avoir envoyé les habitants du Dobrudjé et de la Bulgarie peupler la Bessarabie, et même le gouvernement d'Odessa“. M. Arbore poursuit dans les sources diplomatiques tous les détails concernant ce grand mouvement de migration. On sait qu'il fut repris après la guerre russo-turque de 1828-1829 (nous relevons que Jochmus n'était pas un Anglais, mai bien un Prussien; il ne fallait pas donc écrire son nom: „Johmuse“; l'auteur n'a connu son Voyage que par une traduction russe citée elle-même dans un article de M. Ichircov, „Blgarski Pregled“, IV, p. 79). Mais beaucoup de Bulgares quittèrent la Russie et, prétendant se diriger vers leurs anciens foyers, s'arrêtèrent à mi-chemin, dans la Dobrogea affreusement maltraitée par le passage des armées du Tzar. C'est l'origine, *la seule*, de la nombreuse population bulgare qui se rencontre aujourd'hui sur ce territoire, et surtout — ce qui est absolument concluant — *dans sa partie septentrionale* (district de Tulcea).

Un fait intéressant est l'établissement des pâtres originaires de Kotel, des Cotleni, qui portent aussi le surnom de Turlaci, Tourlatzi (cf. le proverbe roumain: „nici Turc, nici Turleac, ia un fleac“; „ni Turc, ni Turlac; un rien du tout“) (p. 36 et suiv.). Le nombre de leurs moutons s'élevait vers 1850 à 10.000 (p. 58). Quant aux marchands, ils viennent de Choumen-Choumla, aussi bien que de Kotel elle-même (p. 39).

Des renseignements statistiques de la plus haute importance sont empruntés à la brochure de l'agronome Jean Ionescu, qui

fut un moment l'administrateur des bien du Grand-Vizir en Thessalie, „Excursion agricole dans la plaine de la Dobrodja“, Constantinople 1850. Au moment où on n'aurait pas même pensé à la possibilité d'une domination roumaine dans la province, cet écrivain, très bien informé et absolument réel dans tous ses écrits, affirme que „les Bulgares“ — en tout 2.214 familles — „sont venus dans la Dobrodja depuis une vingtaine d'années“ (la citation à la page 41). Peu de temps après, dans „La Bulgarie Orientale“, Allard relevait la population paysanne roumaine existante à Ostrov et à Silistrie (p. 42). „La race bulgare ne forme qu'une faible minorité dans la Dobroudscha“, constate à la même époque Lejean, un des meilleurs sans doute parmi les connaisseurs de la Péninsule des Balcans (p. 43). Dans la „Zeitschrift für slavische Literatur“, etc., 1865, II, p. 430, un Bulgare de Roustschouk exclut expressément la Dobrogea des territoires habités par les seuls Bulgares („durchgängig“) (p. 44).

M. Arbore observe avec raison que cette population bulgare même fut diminuée après la création de la Bulgarie autonome par l'émigration de plusieurs milliers vers le Sud, où ils remplacèrent l'élément turc aussitôt parti et incapable de défendre sa situation dans la vie agricole du pays (pp. 45-47). Et cependant en 1879 il n'y avait à Silistrie que 529 familles bulgares à côté de 2.915 familles musulmanes, 210 roumaines, 140 arméniennes, 115 grecques, 65 juives et 58 tziganes (d'après Kanitz, *Donau-Bulgarien und der Balkan*, à la page 47).

Les Roumains comptèrent à l'annexion 21.402 âmes dans le district de Tulcea et 8.038 dans celui de Constanța; ces chiffres se sont depuis légèrement accrus. M. Ichircov, dans son étude citée, écrit littéralement que „admettre qu'il y a plus de 50.000 Bulgares dans la Dobroudscha, ainsi que nous le faisons souvent, signifie nous tromper nous-même grossièrement“ (cf. l'autre assertion du même: „Croire que dans la Dobroudscha, à l'exception des villes, il y a une ancienne population bulgare, c'est nous tromper nous-mêmes“). M. Arbore, pesant les résultats des statistiques officielles, fixe pour 1905 le chiffre exact de 41.978 Bulgares, dont 29.633 dans le district septentrional de la province (p. 51).

Suivent des considérations sur les différences du langage des „anciens habitants“, les *erlis* (voy. ce „Bulletin“), année II, p. 237

ou „horcoi“ (faut-il dériver ce nom de $\chi\acute{o}\rho\alpha$; le slave littéraire connaît le dérivé „chorianin“, indigène) et celui des immigrés plus récents, les „balcandschis“ ou „montagnards“, dits aussi „oteïouzlis“ et „Bulgares noirs“. En ce qui concerne le costume, surtout celui des femmes, les premiers se confondent avec les Roumains.

Des notes précises sur un grand nombre de villages sont dues aux recherches personnelles de l'auteur. Il signale aussi la victoire du costume „noir“, „balcandschi“ même dans les villages roumains de la province (pp. 58-60).

N. Iorga.

* * *

Dr. Gr. Antipa, *Pescăria și pescuitul în România*, Bucarest 1916 (édition de l'Académie Roumaine).

Le grand ouvrage de M. Antipa (794 pp. grand in 8°) représente les riches résultats d'une vie entière de travail dans le même domaine. Personne ne pouvait donner une exposition plus compétente du sujet, „la pêche en Roumanie“, que celui qui étudie depuis bien vingt ans la faune ichtyologique du Danube Inférieur. Et, dans la Préface, un nouvel ouvrage est mis en perspective, celui qui traitera des poissons de la Mer Noire. L'auteur mérite d'autant plus d'éloges qu'il considère son grand travail seulement comme une orientation dans le vaste sujet qui peut attirer des hommes de science appartenant aux domaines les plus différents.

Le but de M. Antipa a été de „présenter d'une manière scientifique les conditions de production et les moyens techniques d'exploitation du poisson en Roumanie“ (p. 3).

Des considérations générales sur les origines de la pêche ouvrent le livre. M. A. constate que les noms usités dans la montagne roumaine pour les instruments de pêche, noms latins et slaves, surtout slaves (les noms des poissons étant presque tous slaves), sont les plus anciens (pp. 18-19); ces noms varient, du reste, de province en province, sans qu'on en ait tiré encore, avec les précautions nécessaires, des conséquences pour l'ethnographie et l'histoire. Des noms hongrois pour lesdits engins dans cette région de Buzău, et de Prahova même, qui a eu dans le passé roumain des relations particulières avec le royaume de Hongrie (p. 19). Une couche de mots russes, dûs aux pêcheurs lipovans, „vieux-croyants“, établis au XVIII-e siècle, se superpose sur l'an-

ancien apport slave, contemporain peut-être même à la présence des Gètes et Daces sur le Danube inférieur et dans les Carpates. Des mots turcs de même date se rencontrent en nombre réduit (les „spécialistes“ du métier sont nommés très souvent par des mots ayant le suffixe osmanli -dschi : gardadschis, carmacdschis, etc.). Les Szekler de Transylvanie suivent sous tous les rapports les traditions des pêcheurs roumains (pp. 96-97).

Il est intéressant de constater que les noms des engins de pêche chez les Magyars sont empruntés, en grande partie, aux Slaves, malgré l'occupation comme pêcheurs des envahisseurs finnois (cf. p. 101 pour „vîrşa“, qui ne vient pas, certainement, du latin). Il faut observer encore que l'origine d'un nom, surtout en fait d'engins, d'ustensiles, de marchandises, ne signifie pas l'emprunt de l'objet même: les noms se succèdent, l'ancien tombant en désuétude aussitôt qu'un autre peuple présente un objet plus commode ou d'une meilleure qualité. M. Antipa observe lui-même (p. 281) que les pêcheurs turcs, venant aussi de Constantinople et de l'Anatolie, que rassemble annuellement sur les côtes roumaines la pêche du *kalkan*, „y ont introduit une quantité de noms de poissons et d'instruments qui ont été adoptés et conservés à cet endroit“. Et il constate ailleurs „la concurrence perpétuelle entre les différents engins qui passent d'un peuple à l'autre conservant cependant le nom donné par leurs inventeurs“ (p. 280). L'auteur insiste sur le fait que, à l'occasion de pareilles adoptions d'engins, l'ancien nom, bien que parfaitement correspondant à l'objet, est aussitôt abandonné (p. 332), — et il s'agit dans ce cas d'engins apportés de Nijni-Novgorod et d'Astrakhan à Turtucaia ! Parmi les noms qui sont tirés en effet du latin, citons *val* (p. 104), *sac*, *arc* ou *cerc*, *furca* ou *furcer* (p. 105), *călcătoare* (p. 109), *fălcică* (p. 111), *ochete* (p. 142), *săltători*, *săltătoare* (pp. 222, 593), *perechi* (p. 319), *secere* (p. 471), *închisorî* (p. 571 et suiv.), *fundători* (p. 469), *călcători* (p. 645), *limbi* (*ibid.*). Le nom habituel de „mreajă“, slave (=filet), a un correspondant latin: „rară“ (p. 162). La forme roumaine du mot slave a passé — la philologie de nos voisins le reconnaît ¹—dans le magyar.

D'autres savants remarquent l'emploi de l'engin dit *vîrşa* du côté

¹ M. Antipa cite B. Munkácsi, *A magyar halászat műnyelve*, Budapest 1893, p. 35: „es ist wahrscheinlich dass das Wort Marásza unmittelbar aus dem Rumunischen zu uns gelangte“.

de Szeged (ou *il y a eu* cependant des Roumains) et l'adoption par les Saxons de Transylvanie (!), pour arriver à une conclusion plus favorable à l'amour-propre national (Antipa, ouvr. cité, pp. 165-167). Du reste les Saxons transylvains ne viennent guère de Saxe, ainsi que le supposent ces critiques, mais bien de Flandre et des bords du Rhin !

On lira avec intérêt les pages 492 et suiv., qui exposent l'organisation des sociétés, de caractère très ancien, aux origines sans doute byzantines, des pêcheurs au *năvod*, dits *năvodari* : on fait la part de „l'eau“, c'est-à-dire de la propriété, de l'engin et du „travail“.

On ne se serait guère attendu à voir signaler, mais par un observateur si compétent, la présence dans la Dobrogea de pêcheurs grecs, „en grande partie originaires de ces régions et probablement descendants de ceux qui habitaient dans l'antiquité les cités grecques sur les rives de la Mer Noire“ (pp. 744-745).

A signaler aussi la vue de Chilia-Veche (l'„Ancienne Chilia“, en turc : Eski-Kili), la vieille Licostomo des Génois, qui y entretenaient un consul-gouverneur (p. 746). On s'étonne de retrouver le terme italien de *calafatare*, calfeutrer une barque, venu, sans doute, par l'intermédiaire des Grecs (p. 748).

Un riche index des mots rares termine l'ouvrage, dont l'illustration est d'une rare abondance.

N. I.

* * *

N. A. Constantinescu, *Cetatea Giurgiu, originile și trecutul ei* (dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, année 1916).

Étude assez étendue sur l'ancienne citadelle de Giurgiu, qui, bâtie par le prince de Valachie Mircea l'Ancien, vers la fin du XIV^e siècle, comme boulevard contre l'invasion ottomane, passa tant de fois des mains des Valaques dans celles des Turcs et fut même, au courant de ces luttes, complètement démolie en 1595, pour jouer ensuite un rôle assez important pendant les guerres entre Russes et Turcs du XVIII^e et du XIX^e siècle. L'auteur rejette l'hypothèse, sans aucun fondement réel, mais tenace, qui voulait dériver le nom de Giurgiu d'une ancienne forteresse de San-Giorgio, soi-disant fondée par les Génois comme escale d'un commerce en amont du Danube que pas une république italienne ne se serait hasardée à entreprendre, eu égard aussi

au faible profit qu'on en aurait tiré. M. Constantinescu montre que la vraie localité de „Saint-Georges“ est celle des bouches du Danube, que les Turcs ont traduite, du reste, par Kidrelés (dont le Catirleț des Roumains modernes; p. 489 note 2).

De fait, Giurgiu n'est pas mentionnée avant 1400. Si elle figure dans la liste des places fortes de la Valachie au XIV^e siècle donnée par Jacques Luccari, dans ses *Annali di Rausa*, il faut remarquer que cet écrivain, qui publia son ouvrage un peu avant l'année 1600, déclarant employer les „mémoires“ du boïar Murgul, s'appuyait sur une information qui n'est pas ancienne: les siens avaient des comptoirs à cette époque sur différents points près au Danube, des membres de sa famille fonctionnaient comme banquiers à Silistrie, et enfin Murgul lui-même n'était pas un contemporain de Mircea l'Ancien, mais bien ce boïar moldave qui trahit en 1574 le prince Jean-le-Terrible pour s'établir ensuite en Valachie.

L'auteur adopte notre opinion que Giurgiu est le nom de l'„ancêtre“, fondateur du village initial près duquel s'élevèrent ensuite les murs de la forteresse. Il montre que la forme usuelle pour les Occidentaux—et pour les Russes aussi—: Giurgévo, représente le génitif de la forme slave du nom. Il expose les vicissitudes auxquelles fut soumise cette nouvelle fondation, se servant pour le XV^e siècle des notes, si précises, qui nous sont fournies par le chroniqueur bourguignon Jean de Wavrin, dont le contenu est donné en traduction roumaine à la fin de l'étude. Un chapitre entier traite minutieusement de l'attaque dirigée contre la Giurgiu turque, défendue par le Grand-Vizir Sinan, en 1595, par Sigismond Báthory, prince de Transylvanie, et ses voisins et alliés, le Valaque Michel et le Moldave Étienne Răzvan. Des récits italiens très circonstanciés, dûs à des participants de cette guerre à caractère de croisade, lui ont fourni des renseignements de premier ordre.

Aux sources pour les derniers événements qui se passèrent devant Giurgiu il fallait ajouter quelques lettres du Français Jouve (*Voyage à la suite des armées alliées en Turquie*, Paris 1855), un contemporain de la guerre de Crimée; les renseignements qu'il donne sur le bombardement turc et ses conséquences dans la nouvelle ville roumaine, bâtie après le traité d'Andrinople et la

démolition des forteresses turques de la rive gauche du Danube sont du plus haut intérêt.

Six très belles planches ornent ce mémoire.

N. Iorga.

* * *

Diacre N. M. Popescu, *Cind se prăznuiește pomenirea Sfintei Ecaterine* (extrait de la revue „Amvonul“, XVIII).

Discutant la date, 24 ou 25 novembre (d'après les Slaves ou les Grecs), à laquelle il faut célébrer le jour de Sainte Catherine, l'auteur publie l'inscription grecque, datant de 1852, du couvent de Sainte Catherine à Bucarest, dont le supérieur était à ce moment Grégoire de Sinaï, évêque d'Agathonikia. Il rappelle en même temps que le Patriarche écuménique Konstantios (1830-1834) avait passé une partie de sa jeunesse (dès 1788) à Jassy, auprès de son oncle Cyrille, archevêque de Sinaï. Le maréchal russe Roumiantzov l'envoya à Kiev pour y faire des études de théologie. Il devint plus tard lui-même archevêque de Sinaï.

N.

* * *

Agricola Cardaș, *Materialul zootehnic din județele Durostor și Caliacra*, Bucarest 1915.

Exposition brève des résultats d'une mission dans la Nouvelle Dobrogea roumaine. Ci et là une discrète critique. L'ouvrage est accompagné de très belles planches.

X.

* * *

J. Lupaș, *Contribuțiuni la istoria Românilor ardeleni, 1780-1792* (extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“, XXXVII),

La riche collection de documents concernant l'histoire ecclésiastique des Roumains de Transylvanie et de Hongrie qui est annexée à ce mémoire contient maints détails intéressants les Serbes. A citer des lettres venant de la part de cette hiérarchie serbe de Carlowitz qui voulait englober complètement les Roumains parmi les membres de la „nation illyrique“ privilégiée.

A.

DOCUMENTS.

Nous trouvons dans les *Souvenirs de la marquise de Créquy de 1710 à 1803*, VII, pp. 29-30, ces lignes sur les prétentions des Stéphanopoli, de Maïna, établis en Corse et agents de la France en Orient, sur leur prétention d'être des Comnène et le diplôme byzantin qu'ils présentaient:

„Suivant ces nouveaux Comnène, ils auraient été les descendants du der-

nier Despote de Trébizonde; ils auraient été s'établir pendant plusieurs générations avec les Maniotes, autrement dit les brigands de Mania, qui sont les plus infâmes coupe-jarrets du Péloponèse. Chérin n'aurait pas bien de leurs preuves, attendu que, de Maniotes ils étaient devenus Corses, et que, du reste, il résultait visiblement du petit nombre de papiers qu'ils produisaient, qu'ils n'avaient jamais porté d'autre nom patronymique que celui de *Stéphanopoulo*, ce que Chérin traduisait tout simplement par *fils d'Étienne*.

„Je ne sais trop ce qu'il arriva des manoeuvres de M. de Vergennes ou des recherches de M. Chérin; mais toujours fut-il que ce M. Stéphanopoulo eut l'honneur d'être présenté au Roi sous le nom de Comte Comnène. On était déjà trop occupé des affaires du royaume et de la noblesse de France, pour s'intéresser à un pareil débat entre le patriciat de l'Empire d'Orient et la noblesse de l'île de Corse; on trouva plus expédient de se moquer que d'examiner la généalogie publiée par ce gentilhomme; et, du reste, autant que je puis m'y connaître, elle était loin d'être satisfaisante pour lui. Mais, comme le nom qu'il revendiquait ne pouvait lui donner aucune prérogative de rang, comme la chose ne pouvait porter aucun préjudice à nulle famille de France, et, surtout comme il n'appartenait à personne de faire poursuivre un prétendant grégeois en usurpation de nom et d'armes, on lui fit bonne composition de l'obligeance de M. Vergennes, et voilà tout ce qu'il en fut. Ce Comte Comnène avait un frère ecclésiastique et d'une conduite parfaitement régulière: ce qui, nous disait-on, doit être remarqué dans un prêtre corse. Je suis persuadée que l'abbé Comnène était, dans cette prétention, de la meilleure foi du monde; mais on n'en disait pas autant de l'aîné. Je ne voudrais pourtant pas décider sur une prétention que je n'ai peut-être pas bien examinée, parce qu'elle était sans importance; mais je vous avouerai que ces quatre ou cinq générations au milieu des brigands ne sauraient m'inspirer plus de confiance que de vénération.

Je demandais un jour à Chérin comment il se faisait que ces deux Stéphanopoulo n'eussent pas eu la précaution d'arranger leurs armoiries en conséquence de leur prétention byzantine.— Madame! On trouvait que c'était bien assez d'être Corses, sans avoir été Maniotes. Est-ce que vous connaissiez les armes des anciens Comnène?... — Eh! vraiment oui, mon fils les a dans ses archives, appliquées sur une bulle d'or, et c'est précisément cette bulle qui confère à tous les Créquy la philocratie de l'Empire d'Orient. Rien n'est devenu si rare que les chartes du Bas-Empire: les Turcs en ont tant détruit, me dit Chérin, et vous rendriez grand service à ces messieurs en leur communiquant celle-ci. Je ne demandais pas mieux, mais notre père ne le voulut pas. Cette charte est de l'Empereur Jean II, en l'année 1140, et les armes de Comnène y sont formées d'un aigle éployé mi-parti d'une croix, laquelle est cantonnée des quatre initiales basiliques. Les armes du Comte Comnène diffèrent essentiellement de celle-ci, et je m'étonnerais que des *Porphyrogénètes* n'en eussent pas conservé la tradition.“